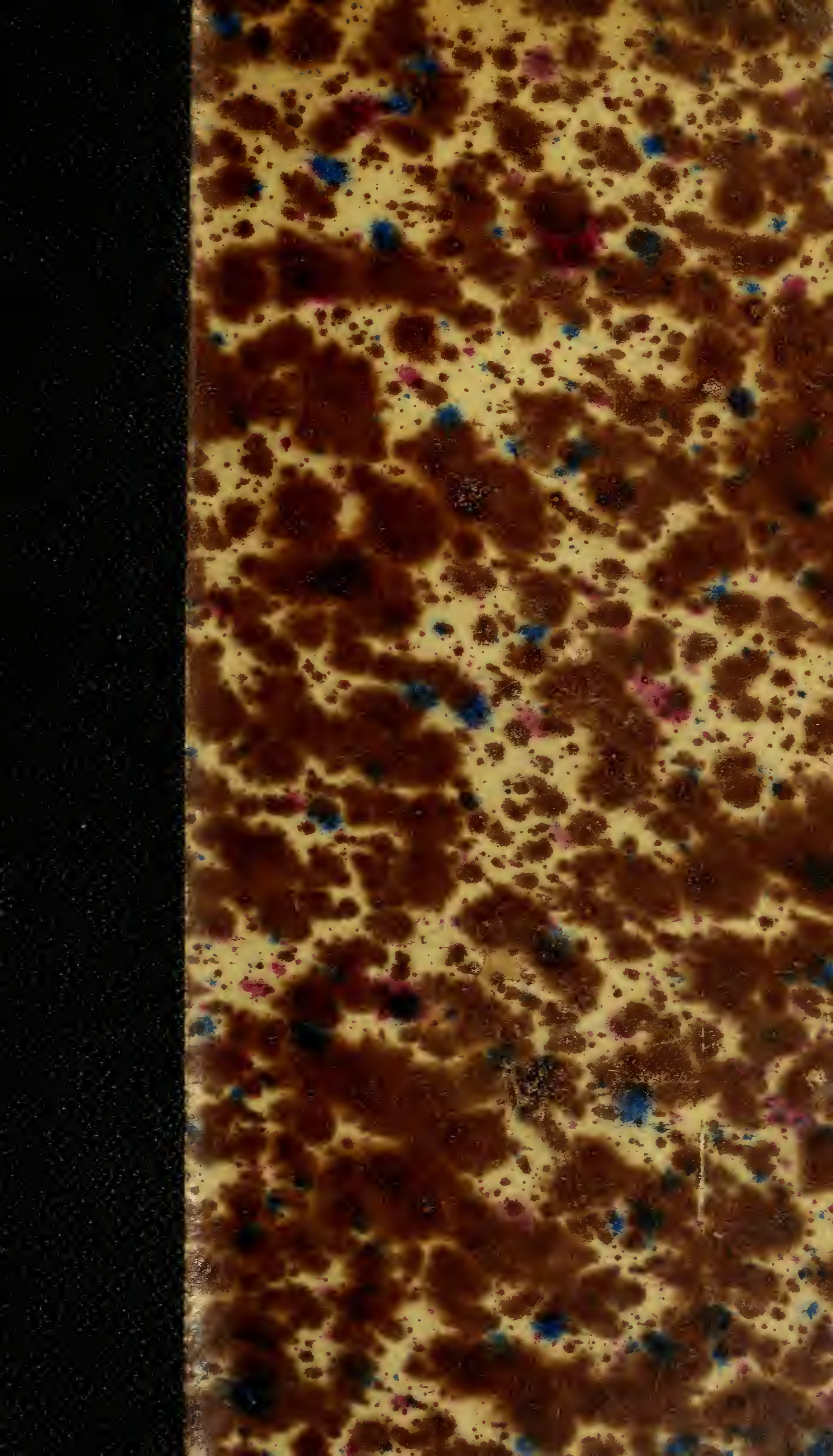
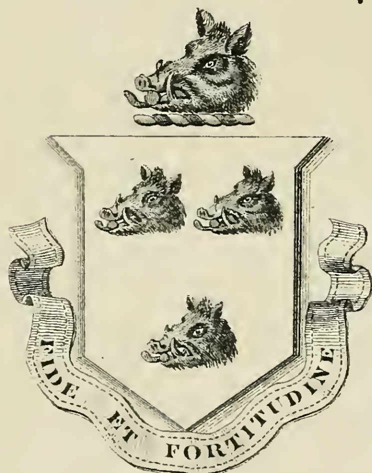
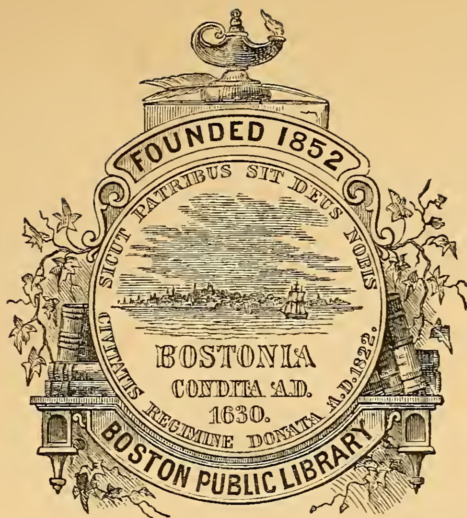



FIDE ET FORTITUDINE



PAMPHLETS.

French

Revolution

1790

Aug–Dec.

De Marsal, le 7 Octobre 1790.

Lettre du Commandant du Régiment de Châteauvieux, adressée à M. de Lullin de Châteauvieux, Colonel-Commandant dudit Régiment, lue à l'Assemblée dans la Séance du 16 Octobre.

Imprimée et distribuée par ordre de l'Assemblée.

Vous devez avoir reçu, Monsieur, la lettre pleine de repentir & de douleur adressée par le Régiment de Châteauvieux à ses camarades. Si vous pouviez douter des sentimens qui l'ont dictée, la conduite honorable que vient de tenir ce Régiment vous convaincroit de leur sincérité.

Les Soldats sont allés, tous en corps, chez leurs Capitaines, pour leur annoncer qu'ils vouloient rendre l'argent qu'ils ont exigé pendant l'insurrection; les Capitaines ayant répondu qu'ils étoient plus flattés d'un pareil mouvement que sensibles à la perte d'un peu d'argent dont le sacrifice étoit fait, les soldats ont insisté, j'ose le dire, avec une sorte d'emportement, en déclarant qu'il falloit que cet argent fût porté sur leur décompte, retenu sur leur solde, &c.; qu'ils n'entendoient pas en rester plus long-temps entachés, & qu'ils aimoient mieux supporter

toutes les privations, que d'être malheureux par tou
ce que ce honteux argent leur reprochoit.

Ils ne ſe ſont retirés que ſur la promeſſe qu'on leu
a faite de leur procurer auſſitôt des moyens de les ſatis-
faire.

Je ſuis ſi sûr du plaiſir que vous fera cette nouvelle
que je ne perds pas un inſtant à vous en informer; &
je vous prie d'être aſſuré des ſentimens reſpectueux avec
leſquels j'ai l'honneur d'être, Monſieur, votre très-humble
& très-obéiſſant ſerviteur,

AN-DER-MATT.

P. S. Déja quelques hommes partis avec congés abſolus,
ont voulu que l'argent mal acquis leur fût retenu, &
ils l'ont rembourſé.

Vous ignorez peut-être auſſi que pluſieurs de nos
hommes, déſertés dans la nuit du 31, & entrés en
Suiſſe, ont déclaré qu'ils n'avoient à ſe plaindre de per-
ſonne au Régiment, & qu'ils n'attendoient que le retour
de la tranquillité pour demander d'oſer rejoindre.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE NATIONALE.

6

BON DIEU!

QU'ILS SONT BÊTES

CES FRANÇAIS!

5



A PARIS,

DE L'IMPRIMERIE D'UN ROYALISTE.

1790.

Octobre.

vrez-les donc, Français, ou vous resterez toujours stupides, toujours esclaves et toujours plus malheureux.

Vous dites que vous avez secoué le joug du despotisme ; où étoit ce joug? Tout le monde avoit le droit de critiquer les opérations du Gouvernement. Tout le monde les critiquoit, personne ne le trouvoit mauvais. On parloit, on agissoit, on alloit, on venoit, on faisoit de son bien tout ce qu'on vouloit ; chacun se mettoit comme il lui convenoit ; on se faisoit appeller Comte, Baron, Marquis. On se seroit fait appeller Duc, Prince, Roi, qu'on en auroit été quitte pour se donner un ridicule.

Vous avez pris la Bastille en deux heures de tems ; c'est une victoire à jamais célèbre ; (*on voit que vous n'êtes pas accoutumés à en remporter*) vous vous en glorifierez éternellement. Vous faites jouer cette action sur les théâtres, sur tous les trétaux de la foire ; on la voit au Palais-royal, (ce lieu à jamais infâme) afin de vous la retracer sans cesse. Vous portez une médaille, comme une décoration, comme une récompense de vos glorieux travaux, et vous ne voyez pas qu'elle vous couvre d'infamie! Qu'on est bien aise

de vous la voir porter, afin de ne pas se tromper dans le jugement qu'on porte sur votre compte !

Quoi ! vous avez mis deux heures pour prendre la Bastille ! Vous aviez donc peur d'y trouver un Aristocrate ! Il est vrai que s'il y eût été, il vous eût fait trembler tous, et vous ne l'auriez pas prise ; mais il n'y en avoit pas, et les portes étoient toutes ouvertes ; il n'y avoit donc qu'à entrer ; alors il ne falloit pas deux heures. On vous nomme cependant les héros de la Bastille. Vous ne savez donc pas que les véritables héros n'aiment point les victoires si aisées. C'est le cas de vous dire : " A vaincre sans péril, on triomphes ans gloire ". De grace, ne vous offensez pas si je vous parle avec franchise : tel est mon caractère ; mais convenez que vous êtes de grands sots.

On a fait tout ce qu'on a pu pour bien vous aigrir contre les Aristocrates, (vous entendez par cette dénomination la Noblesse et le Clergé) et c'étoit la prison des Aristocrates que vous avez détruite. Quoi ! vous n'avez pas vu, que ceux qui vous portoient à la renverser, étoient précisément ceux qui la redoutoient le plus !

On vous disoit que les lettres de cachet

étoient une inquisition affreuse; qu'un Citoyen disparoissoit du sein de sa famille, et alloit traîner des jours languissans dans les cachots de cette Bastille, ou y finir une vie malheureuse. Mais, encore une fois, peuple trop crédule! ce n'étoit que les Aristocrates qui vous avoient fait quelque tort, qu'on y mettoit. Ce n'étoit que des Nobles, des Abbés, des Magistrats, des Avocats, que vous détestez si souverainement. Y a-t-on jamais enfermé un Marchand, un Artisan, un Paysan, un Ouvrier? Non, on ne lui faisoit pas tant d'honneur. On le mettoit à Bicêtre; on l'y mettra encore; vous avez bien voulu le détruire aussi, par une suite de l'instinct que la nature ne refuse point à tous les êtres vivans; mais on s'y est opposé. Vous voyez donc qu'on se sert toujours de vous, non pour vous, mais contre vous. Cela seul devroit bien vous dessiler les yeux.

Enfin, qu'avez-vous trouvé dans cette Bastille si redoutable, qui annonçât si fort le despotisme ministériel? Vous y avez trouvé sept prisonniers qui auroient été rompus vifs sans la clémence du Roi. Voilà votre triomphe. Vous avez remis dans la société des monstres dont vous serez les premières vic-

times. Je vous demande si de pareils exploits méritent des éloges? On vous en donne cependant; mais vous n'en recevez que de la part des scélérats que vous avez si bien servis, et ceux-là font rougir.

On ne vous félicite pas autant sur la prise des Invalides ; cependant, mêmes travaux, mêmes succès, ou, pour mieux dire, même honte. Quoi! vous avez désarmé de vieux Soldats qui avoient gagné mille batailles, qui étoient criblés de blessures, toutes glorieuses ; qui avoient sacrifié leur longue vie au service de la Patrie ; qui n'étoient dans cette retraite que parce que leurs forces épuisées ne leur permettoient plus de la servir : et vous flétrissez leur vieillesse en les désarmant! Votre Général le souffre ; il ne s'empresse pas à réparer cet ouvrage! il n'a pourtant pas à craindre que ces braves gens entreprennent de faire le siège de Paris, ou de livrer bataille à son armée; elle est si redoutable! je crois bien qu'ils en auroient le courage ; mais remarquez donc que ces pauvres malheureux, n'ont pour la plupart qu'un bras ou une jambe; plusieurs sont si infirmes, qu'à peine peuvent-ils se traîner. Je crains beaucoup qu'un jour vous n'ayez pas un meilleur sort.

Mes amis, (car je vous aime malgré toutes vos bêtises) écoutez-moi, je vous parlerai comme un franc et loyal Gentilhomme (quoique l'Assemblée ne veuille plus qu'il y en ait) : je le suis, je le serai toujours, en dépit de leurs dents enragées.

On vous a tourné la tête avec le droit de l'homme, je vais vous expliquer ce que c'est.

Sans doute nous avons tous une même origine, puisque nous descendons tous d'un premier homme créé. Dieu, par sa bonté infinie, le créa libre; *mais prenez bien garde à ce que je vais vous dire*; pretez-moi toute votre attention : en le créant, il permit que le germe de toutes les passions fussent en lui. Vous me direz, pourquoi ne ne l'a-t-il pas créé impeccable? Il ne m'appartient pas d'approfondir ses décrets éternels; mais s'il l'avoit créé impeccable, il n'eût pas été libre; puisqu'il n'auroit jamais pu faire que le bien. L'homme a donc toujours le choix devant lui, il peut faire le bien, il peut faire le mal; mais comme le mal est plus facile à faire que le bien : que le mal trouble la société; que le bien la rend heureuse, Dieu, qui vouloit notre bonheur, a gravé dans nos cœurs ce sentiment qui nous

porte toujours à faire aux autres ce qu'on voudroit qu'on nous fît. De plus, il a voulu que le bon trouvât sa récompense dans le bien qu'il feroit. Vous devez convenir que vous avez l'ame satisfaite lorsque vous avez fait une belle action; mais Dieu a voulu aussi que le mal fût sévèrement puni. Il nous le prouve par les remords amers et dévorans qui nous poursuivent jusqu'au tombeau, lorsque nous avons fait une action indigne de l'homme ; et les plus scélérats ne peuvent s'en garantir, quoiqu'ils cherchent toujours à les étouffer.

Nous sommes libres, mais depuis le péché du premier homme, nous paroissons faits pour l'esclavage, ou du moins pour obéir à un seul maître. La preuve en est tellement évidente, que toutes les Nations civilisées qui couvrent la surface du globe, ont toutes eu, de tous les tems, un chef; elles en ont toutes; les Sauvages même les plus féroces en reconnoissent un, s'ils vivent en société : c'est donc une nécessité absolue, nul ne peut s'y soustraire.

On vous a dit que nous naissions tous égaux en droits; je voudrois savoir si ceux qui ont prêché cette morale permettroient

que vous apportassiez vos enfans, nés dans la misère, sous une chaumière bien obscure, dans leurs magnifiques palais, pour être élevés avec les leurs, et partager ensuite leur fortune: je vous assure qu'ils ne vous donneroient pas un écu pour vous aider à payer vos mois de nourrice. Ils pourroient peut-être bien consentir, si vos enfans étoient gentils, à ce qu'ils servissent de joujoux aux leurs; voilà tout ce que vous devez en attendre; vous voyez donc qu'on vous trompe encore.

Sans doute, par nos vertus, nous avons tous le droit de prétendre à ce qu'un autre homme a prétendu; ce qu'un homme a fait, un autre homme peut le faire, et plusieurs ont fait de grandes choses. Ce furent toujours mes principes; mais la chose existoit avant les décrets de l'Assemblée prétendue nationale, avant même le travail pénible et ridicule du Sr. de Condorcet, n'a-t-on pas vu toujours des gens du néant s'élever aux plus grandes dignités? N'a-t-on pas vu même dans ce genre des usurpations? Nous en avons un exemple sous les yeux. Quel fut jamais l'homme si peu fait pour jouer un rôle dans le monde, que le Sr. Necker? Cela nous fait bien voir que Dieu, dans sa colère, nous

envoie quelquefois des méchants pour nous punir ; il nous le prouve encore bien évidemment par tous les enragés de l'Assemblée, dépourvus de toute espèce de talens.

Nous sommes tous égaux, dites-vous ; cela ne se peut ; il y a des êtres si stupides, qu'ils ne sauroient aller seuls : il faut nécessairement les commander. Or, s'il faut les commander, ils ne sont plus égaux à ceux qui les commandent. Il paroît même qu'il y a des hommes absolument faits pour l'esclavage, dans toute la force du terme. Plusieurs Philosophes l'ont attribué au sol, au climat ; je n'entre point dans ces discussions ; mais il est un fait, c'est que dès la première page de l'histoire du monde, on trouve des esclaves. Il y en a toujours eu sans interruption ; il y en aura vraisemblablement jusqu'à la consommation des siècles, malgré nos Philosophes modernes, qui prétendent tout savoir, et qui ne savent rien.

Enfin, dans les pays où l'homme étoit le plus libre, il a toujours reconnu la nécessité d'un chef, la nécessité d'obéir à des supérieurs ; il n'est pas dans l'ordre des choses possibles, qu'un empire de gens tous égaux, puisse subsister ; aussi n'existe-t-il point.

En France, aujourd'hui, où l'on veut que nous soyons tous égaux, il y a cependant plus de maîtres, qu'il n'y en a dans tout le reste du monde. Mais ceux qui, autrefois, reconnoissoient des classes supérieures, les ont mises après eux, et sont restés au-dessus de celles qu'ils avoient au-dessous. En vérité, ce procédé blesse toutes les lois de l'équité ; d'autant plus que leur empire est bien plus dur que celui sous lequel nous vivions, malgré qu'il fût très-despotique, disent-ils. Quand on prononce une loi, aussi générale que celle de dire que tous les hommes sont égaux, il me semble qu'il ne faudroit pas en exclure la presque totalité : c'est cependant ce qu'ils ont fait; je vais rapporter un exemple qui prouvera comment leurs décrets sont interprétés, et vous verrez si c'est à l'avantage du Peuple.

J'étois à Dunkerque, il y a quelques jours; je me promenois sur le Port; je rencontrai un Capitaine de vaisseau marchand; j'eus occasion de lui parler. La conversation roula sur les affaires du tems : il convint bien avec moi, qu'il ne falloit qu'un maître, dont tous les ordres émaneroient. Il convint aussi que l'Assemblée se con-

duisoit horriblement mal ; que la fédéra-tion du 14 Juillet ne signifioit rien : que, par conséquent elle étoit parfaitement ridi-cule ; mais il tenoit beaucoup au systême d'égalité. Voyant son entêtement, je lui dis : Monsieur, vous êtes souverain sur votre bord, le mousse, le matelot sont des hom-mes comme vous ; ils sont Français, ils tra-vaillent bien plus que vous ; les regardez-vous comme vos égaux : les traitez-vous en consé-quence ? Non, Monsieur, me répondit-il. Ces gens sont mes salariés, ils ont besoin de moi ; ce sont mes serviteurs. Ah ! Monsieur, repliquai-je, ce que vous dites-là n'est pas exact. Le vais-seau ne vous appartient point ; ces gens-là ne sont point à vos gages ; vous êtes, ainsi qu'eux, salarié par votre armateur ; c'est de lui que vous tenez votre puissance : cependant, lorsque vous arrivez de quelque voyage, il vous reçoit comme son ami, son égal ; il vous fait manger à sa table.... Cet argu-ment lui parut si fort, qu'il le laissa sans replique. Nous nous quittâmes. Il est même bon de vous faire observer qu'il y a plu-sieurs tables sur les vaisseaux. Les mousses en ont une particulière, et ne sont admis à manger avec personne. Les matelots ne peu-

vent manger avec les maîtres d'équipage ainsi de suite.

Il est donc bien démontré que nous ne sommes pas tous égaux ; que nous ne saurions l'être. Mais ayons des vertus, et la providence nous placera au rang qui nous est dû. Je dis même que la distinction des rangs est un véhicule pour tous les gens de bien, et qu'il est dans l'homme de chercher toujours à s'élever : ce qui fait qu'on voit tant de grandes choses dans le monde. Nous serions presque des bêtes sans cette noble ambition. Mais ceux qui font des lois contraires, ne les font que, parce qu'ils sont tellement méprisables, et tellement méprisés, qu'ils savent très-bien qu'ils ne peuvent jamais espérer de sortir de leur état, ce dont ils sont furieux ; mais ils sont insolens ; ils le sont comme le bourreau qu'ils se sont assimilé.

Voyons maintenant, jusqu'où peut aller le droit de l'homme, dans toute l'acception du terme, tel que l'Assemblée la décreté. Voyons s'il diffère en rien du droit des tygres.

Je suis homme, je suis libre, rien n'est au-dessus de moi, je suis égal à tout, le soleil luit pour moi. C'est pour moi que le

monde fut créé ; ce monde m'appartient ; je le parcours, et nul n'est en droit de m'y commander : je fais ce qu'il me plaît ; je vais où je veux. Je ne dois à qui que ce puisse être compte de mes actions. Mais, on me dit, qu'il ne faut pourtant rien faire de contraire aux lois. Je demande, où sont ces lois ! Nous en avions, je le sais ; mais on les a toutes détruites on n'en a point créé de nouvelles. D'ailleurs, m'a-t-on consulté pour les faire ? Je sais au contraire que je faisois autrefois partie de la Nation ; qu'en conséquence, j'avois donné mes ordres souverains à mes commis, pour corriger les abus, faire des réglemens sages, ne rien détruire, et, nous rendre heureux. Ils ont prêté serment entre mes mains, de ne transgresser en rien ma volonté suprême ; ils ont tout détruit. Les réglèmens qu'ils ont faits sont de la dernière extravagance ; nos malheurs sont au comble, et ils finissent par m'ôter ma puissance, pour s'en revêtir eux-mêmes. Ils ne sont donc plus rien que des voleurs, des usurpateurs : par conséquent, je réprends mes droits, et ne connois plus de frein, puisqu'ils sont tous rompus.

Je n'ai rien, je vais chez un homme ri-

che, je lui demande la moitié de son bien : il s'y refuse, je lui mets le pistolet à la gorge, il faut bien qu'il se rende ; il me représente que c'est son bien, le fruit de ses travaux, la succession de ses pères : je lui réponds ; je suis homme comme toi. Tu ne dois point avoir plus que moi : d'ailleurs, l'Assemblée que tu défends si bien, dont tu approuves si fort les décrets, n'a-t-elle pas ôté le patrimoine de tous les Seigneurs des terres, abolissant des droits qu'ils avoient achetés ou qu'ils tenoient de leurs pères de tems immémorial ? Ce que je fais aujourd'hui est d'après les droits de l'homme que tu trouves si beaux.

Je ne suis point logé, je vois un Palais, je m'y établis, et j'y reste, parce que cela me plaît.

Mon voisin a une femme, ou une fille, qui me conviennent, je lui ravis l'une, ou l'autre, ou toutes deux, par cela seul que cela me plaît. Mes amis, il en est ainsi de tout : je ne finirois pas à vous montrer jusqu'où peuvent aller toutes ces conséquences. Le droit de l'homme mène à commettre toutes les atrocités possibles. Toutes les fois qu'on sortira des bornes ; je vous le dis, l'homme

est le plus sot et le plus méchant de tous les animaux.

Je ne veux point changer de ton avec vous; je vous ai dit que vous étiez bien bêtes, je vous le dis encore, et prétends vous le prouver toujours.

Vous prétendez que vous étiez esclaves, et que vous ne voulez plus l'être; moi je vous dis que jamais Nation ne fut plus libre que ce que vous étiez; et que maintenant vous êtes plus esclaves que ceux que l'on va chercher à la côte d'or: *il est vrai que vous faites bien voir que les Français sont réellement nés pour être enchaînés de la tête jusqu'aux pieds.*

Quoi, vous n'êtes point esclaves, parce qu'on vous dit que vous êtes libres? mais d'où vient donc cette soumission si aveugle aux décrets d'une Assemblée exécrable, qui n'est rien qu'un assemblage de brigands qui foulent à leurs pieds tout ce qu'il y a de plus sacrés!

Vous n'êtes point esclaves! d'où vient donc ce respect pour ces Comités des recherches, qui sont autant d'inquisitions, plus affreuses que tous les tourmens réunis de l'enfer? Ces Commités, qui n'ont d'autre objet que de vous

persécuter, de vous rendre la vertu odieuse, et de vous porter aux crimes les plus atroces, qu'ils veulent toujours couronner!.... Grand Dieu, vous ne tonnez pas!

Vous n'êtes point esclaves? et chaque jour on resserre de plus en plus vos fers, que vous avez la bêtise de baiser humblement, tant vous vous croyez heureux.

Vous n'êtes point esclaves? mais autrefois vous aviez des possessions assurées; la propriété étoit un droit sacré, qu'on respectoit toujours, maintenant vous n'en avez plus; tout est à la Nation, tout est à l'Assemblée, elle en dispose à son gré.

Vous n'êtes point esclaves? parce que vous avez détrôné votre Roi, que vous l'avez mis dans les fers, que vous menacez chaque jour d'égorger sa famille, peut-être lui-même aussi; et les Srs. La Fayette, Bailly, l'Assemblée, les Communes, les Districts, quarante-quatre mille Maires, autant de Comités des recherches (car il y en a par-tout) vous tiennent sous la verge de fer; et vous n'êtes pas esclaves? Vous l'êtes, vous dis-je, plus qu'aucun peuple de la terre. Mais vous êtes de plus, plus bêtes que l'être le plus stupide: quel changement, grand Dieu! la

première Nation du monde, qui faisoit trembler l'univers, est aujourd'hui la plus vile de toutes. Ah! que vos décrets sont impénétrables, et quels peuvent être vos desseins?

Français (car je veux bien encore vous honorer de ce titre) n'ouvrirez-vous donc pas les yeux sur tout ce qui vous entoure? Croyez-nous des monstres, si vous le voulez, puisqu'on vous a dit tant de fois que nous l'étions, quoiqu'on ne vous ai rien fait, et que nous soyons les plus souffrans; mais ouvrez-les sur votre propre intérêt. Etes-vous plus heureux que vous n'étiez avant la révolution? Vous convenez tous que vous mourrez de faim, parce que le commerce est entièrement ruiné, que personne ne fait travailler; l'administration est donc mauvaise? l'Etat n'est donc pas régénéré?

Y a-t-il un seul décret qui soit réellement en votre faveur, et qui puisse tourner à votre avantage? on les a bien tous annoncés pour votre soulagement, mais où est le fruit que vous en retiré? On vous a dit que vous ne payeriez plus de droits à vos Seigneurs; ce qui est un vol manifeste, attendu que vous ne possédez qu'à ces conditions; on vous l'a dit, pour vous faire révolter comme vous

l'avez fait. Cependant, qu'est-il arrivez, vous avez ruiné vos Seigneurs, sans vous enrichir. Le droits que chacun de vous lui payoient étoit si modiques, que vous ne pouviez vous en appercevoir, et c'étoit beaucoup pour lui, vu la quantité qu'il en avoit. Qu'arrive-t-il de-là? C'est que vous l'avez mis hors d'état de venir à votre secours, lorsque vous serez dans le besoin; qu'il ne fait plus faire de travaux, ce qui fait tort à l'agriculture. Et vous savez qu'il en est tels parmi vous qui lui payoient peut-être un écu, et qui en gagnoient cent avec lui. Vous avez donc perdu par ce beau décret. Bien plus, on veut aujourd'hui que vous payiez ces mêmes droits, ou que vous les rachetiez, attendu, vous dit-on, que vous avez mal interprêté les intentions de l'Assemblée. Elle savait très-bien l'effet que cela produiroit; et vous êtes assez sots pour donner dans le piege. Vous payerez, vous dis-je, comme ci-devant, et vous aurez le désagrement de vous être brouillez avec vos Seigneurs, qui oublieront difficilement que vous avez voulu les incendier et les égorger.

Si vous aviez quatre pauvres dans vos

villages, vous êtes maintenant deux cents ; et vous demandez l'aumône à ces Aristocrates que vous avez ruinés, et que vous voulez assassiner ! Croyez-vous de bonne foi, qu'ils seront bien touchés de votre sort ? Vous leur ferez horreur ; ils vous enverront à l'Assemblée nationale, que vous bénissez chaque fois quelle prononce quelque décret, qui tend à les humillier, qui vous défendez si bien, et que vous croyez avoir tout fait pour vous. Ainsi votre sot entêtement vous plongera dans le plus affreux désespoir et vous mourrez tous des faim.

Vous ne payez plus de dixme ! mais on la remplace par un impôt, qui vous sera bien plus à charge. Que votre récolte soit bonne, quelle soit mauvaise vous payerez tout de même. Au lieu que quand c'étoit une dixme, si vous n'aviez rien, vous n'aviez rien à donner, et vous faisiez toujours des vœux pour quelle fût bien forte, puisque c'étoit la preuve d'une grande abondance.

On vous a dit que la gabelle resteroit supprimée. C'est très-bien, il y a long-tems que j'en avois donné le projet ; mais je voulois remplacer les soixante millions que le Roi perd par cette suppression (et qu'il

ne peut-perdre.) par un impôt, qui n'étoit point onéreux, et dont vous ne vous seriez point ressentis. Mais, voyez pauvre Peuple comme on vous trompe! et comme vous êtes faciles à tromper.

On vous annonce une fédération, vous êtes tous dans l'anthousiasme et ne savez pas ce que c'est. On fait des préparatifs immenses, des journalistes flétris font un éloge de cette fête, qu'ils élevent au-dessus de tout ce qu'Athènes, dans ses beaux jours, et Rome avoit produit de plus magnifique (c'étoit bien à votre portée.) Vous n'aspirez qu'à vous réjouir dans un tems de deuil, et de calamité, dans un tems où la main de l'éternel s'appaisantit de plus en plus sur vous, dans un tems où votre Patrie est plongée dans des malheurs, que, jamais empire n'éprouva, quelle est enfin ensévelie sous ses propres ruines.

On fait venir à Paris (à très-grands frais) toute la Nation par ses Députés : indépendamment de cela, on veut que dans tout le royaume, sans excepter le plus petit village, que le même jour, à la même heure, cette fédération ait lieu par-tout où il y a des troupes de ligne, elles sont obligées

de s'y trouver. Vous croyez que ce doit être la plus belle fête du monde, vous êtes dans un délire, qui tient beaucoup de la folie; vous tueriez un Aristocrate, s'il ne s'y trouvoit pas, et vous êtes assez sots pour ne pas voir que vous jurez de la manière la plus formelle, en face des autels, que vous serez à jamais esclaves, et que vous consentez à vivre sous le despotisme le plus cruel, le plus tyrannique : je vais vous le prouver.

Je ne vous dirai rien du serment fait au Roi et à la Nation. Tout Français l'a fait en naissant, il n'y a que les traîtres qui le violent, et plusieurs l'on violé, notamment toute l'assemblée ; ainsi la fédération étoit parfaitement inutile, si elle n'avoit que cet objet.

Mais, vous avez juré de défendre et de maintenir de toutes vos forces la constitution. Où est-elle cette constitution? la connoissez-vous? elle n'existe pas ; et vous enfraignez en faveur de cette constitution des lois que vous connoissiez, auxquelles vous avez juré d'obéir. Vous vous parjurez donc par un nouveau serment ! la chose est toute nouvelle, et vous montrez à la fois

votre bêtise, et combien peu l'on doit compter sur vous.

Mais, vous dites qu'on la fera cette constitution ; qu'on ne vous trompera même pas, que vous avez pour garant la sanction du Roi ; que sans cette sanction votre serment reste nul. Belle conséquence, ma foi ! Bon Dieu ! que vous êtes borné ! ne savez vous donc pas que le Roi n'est plus Roi, pas même l'ombre d'un Roi : c'est l'être le moins puissant de tout son Royaume. Il est plus esclave que vous ; sa sanction et rien, c'est la même chose. Aussi ne fait-il que gémir, et sanctionner tout ce qu'on veut ; si l'on lui portoit un décret, par lequel il est défendu d'ensemencer les terres, et de porter des culotes, il le sanctionneroit, et c'est ce qu'il auroit de mieux à faire : ainsi vous devez vous attendre à la constitution la plus désastreuse, la plus ridicule qui ait jamais existé. Je ne serois point étonné que l'on vous ordonnât d'étouffer vos enfans qui naîtroient avec quelque difformité, ainsi que le vieillards, qui ne pourroient plus rendre des services. Ce trait seroit digne d'eux, d'autant plus qu'il y a des Peuples qui fournissent de ces exemples, et qu'ils

se plaisent à imiter toutes les atrocités qu'ils trouvent dans l'histoire : vous avez juré d'obéir.

Vous avez fait un autre serment qui vous menera bien plus loin que vous ne pensez ! vous avez juré d'employer toutes vos forces pour faire payer tous les impôts quelconque, et sous quelle dénomination qu'ils puissent être ; *vous êtes donc bien confians !* vous l'avez fait jurer à toute l'armée.... D'après cela, jugez ce que vous avez fait ; voyez si cette fête étoit si belle ! Si vous êtes bien libres maintenant ! jugez si ce sont les Aristocrates qui vous trompent, ou bien, si c'est l'Assemblée. Voyez avec quel art elle vous a conduit dans le piège ; maintenant je vois revivre la gabelle, je vois impôt sur impôt, on ne vous consultera plus ; vous avez juré d'être soumis, et de payer sous quelle dénomination que ce puisse-être ; voilà le mot. On vous en mettra sur l'air que vous respirez, sur votre malheureuse paillasse, ou couverts de quelques vieux haillons, vous déplorez votre fatale existence. Vous avez juré d'obéir, et si vous vous y refusez, vous avez fait prêter serment à tous les troupe de ligne, aux Aris-

tocrates, à toute la Maréchaussée du Royaume de vous y forcer. Voyez donc votre entêtement, et combien vous êtes bêtes !

Quoi ! vous avez fait serment, vous, vos femmes, vos enfans, (car vous en avez mené à cet autel de la Patrie qui étoient encore à la nourrice) d'obéir sans réserve aux décrets d'une Assemblée composée de tout ce que le monde peut offrir de plus exécrable ! Vous ne disconviendrez pas de cette grande vérité. Vous savez vous-mêmes qu'il y en a dans le nombre qui ont mérité d'être rompus vifs, tant ils avoient commis de crimes abominables. Vous savez qu'il y en a qui jouissoient d'un si souverain mépris, que vous rougiriez de vous trouver avec eux. Vous savez qu'ils y en a qui ont commis toute espèce d'atrocités, depuis même qu'ils sont Députés ; qu'ils ont voulu assasiner la Reine... A ce mot je frémis.... ce crime est connu de tout le monde, vous savez qu'il y en a qui n'existent que par les bontés de cette auguste et malheureuse Reine, qui ont été à sa charité, et qui sont les plus acharnés contre elle ; tels sont les Lameth. Mes amis, quand on est ingrat à ce point, les crimes ne coûtent plus ;

on les connoît tous ; voilà cependant ceux qui font tout, voilà ceux que vous défendez ; ceux auxquels vous avez juré une obéissance aveugle, même pour des décrets qu'ils n'ont pas encore prononcé, jugez s'il est facile de vous tromper, et si vous ne méritez pas bien de l'être.

Je ne dois point passer sous silence, ces Membres de la Noblesse et du Clergé, qui ont abandonné leurs Corps ; c'est une infamie que des siècles ne pourront effacer. Certainement on ne commande point à l'opinion, chacun a la sienne, heureux qui l'a bonne ; on peut et l'on doit, quand on est fondé de procuration, dire ce qu'on pense, bien développer ses idées, les défendre avec chaleur, y persister, si l'on n'est convaincu qu'on se trompe ; mais abandonner son Corps, aller renforcer celui qui y est opposé, c'est se faire mépriser de celui que l'on quitte, et de celui duquel on prend la défense ; c'est ce qui est arrivé.

Le tiers nous a fait bien du mal ; il y en a dans le nombre d'horriblement scélérats, mais il y en a de parfaitement honnêtes, qui pensent absolument comme la majorité de la Noblesse et la minorité du Clergé, qui

mériteroient à tous égards d'être de ces corps. Mais y en a-t-il un seul qui soit passé, lorsqu'ils étoient séparés ? Ils se sont défendus, parce que leur conscience les y portoient. Voilà le fait d'un galant homme, d'un homme de probité; mais ils sont restés au corps qu'ils défendoient. Voilà leur devoir. Voyez maintenant si cette Assemblée est bien légale, si elle n'est pas monstrueuse ! Croyez que je vous prouverai tout ce je vous avancerai, que je ne vous dirai pas un mot qui ne soit dans l'exacte vérité. Poursuivons.

Vous savez que cette Assemblée a commencé sous de très-mauvais auspices. Dès les premiers jours, le Tiers a élevé de grandes difficultés, il a voulu subjuguer la Noblesse et le Clergé. Ces deux Corps se sont défendus; les troubles ont commencé dans la Capitale; ils ont bientôt gagné dans les Provinces. On a jeté tout l'odieux sur ces deux Corps, qui cependant ne faisoient que suivre leurs cahiers, et des usages aussi anciens que la monarchie. Enfin, on a dit que si la réunion se faisoit, que l'Assemblée ne feroit plus qu'une société de frères, que tout iroit bien, que nous serions heureux. La réunion se fait, (ce qui rend, dès ce mo-

ment, l'Assemblée nulle). Bien loin de voir renaître la tranquillité, nos malheurs augmentent. Le Roi est obligé de faire venir des troupes pour faire cesser les troubles; ils augmentent encore. On lui dit qu'il faut les renvoyer, et que tout rentrera dans l'ordre. Il les renvoye. Nous sommes encore plus malheureux. On dit qu'il faut des Milices bourgeoises, que c'est le seul moyen pour que tout aille bien. On fait une armée de Bourgeois. Elle détrône le Roi, et nous sommes toujours plus malheureux. Tous les jours on demande de nouveaux sacrifices, on les fait, et chaque jour nos maux vont en augmentant; il est donc de toute évidence, que cette Assemblée a juré la ruine entière de la France. On vous le dit, on vous le prouve, et vous vous plaisez à rester dans votre aveuglement.

On vous a aigri contre la Noblesse, le Clergé, les Princes, les grands Seigneurs, les Gens riches, au point que vous voudriez les égorger tous. Ce sont des Aristocrates, ennemis de la révolution; des Conspirateurs qui, par leurs dépradations, fouloient le Peuple à leurs pieds, et les faisoient mourir de faim. Voyons si tous ses chefs d'accusa-

tion sont bien fondés. Ils sont bien graves. Suivez-moi, et nous verrons s'il faut exterminer tous ces gens-là. Ne leur faisons point de grace. Voyons d'abord le tort qu'ils vous ont fait. Voyons si l'Assemblée Nationale a pour objet le soulagement du Peuple, quand elle veut les détruire.

J'entends bien dire, depuis la révolution, que les Aristocrates ne cessent de conspirer. Chaque jour on l'imprime. Rien n'est si sûr que tout ce qui est imprimé. On avoit vu, les premiers jours de la révolution, des Régimens entiers de Hussards escadronner dans un égoût, pour venir ensuite reprendre la Bastille. La chose paroissoit difficile à croire. Il le falloit pourtant, ou bien l'on étoit un Aristocrate, qu'il falloit mettre à la lanterne. Cependant, malgré cette grande certitude, il n'y avoit rien.

Une armée entière étoit entrée le lendemain dans cette Bastille pour la reprendre aussi. Tout le monde l'avoit vu. Les Districts, la Commune, tous font des informations. Ces diables d'Aristocrates la rendent encore invisible. Ils l'ont escamotée; on n'en voit pas la plus légère trace. Ce sont des sorciers, il faut les tous pendre: hé-bien,

mes amis, si vos enfans vous faisoient de pareils contes, ne leur donneriez-vous pas le fouet, pour leur apprendre à être si bêtes. Voilà pourtant ce que vous avez cru. Je ne sai même pas, si vous êtes encore bien dissuadés.

On s'est acharné à vous dire, que les Aristocrates conspiroient d'un bout du royaume à l'autre, quoique les plus grands Conspirateurs fussent déja proscrits, et sortis de France. Plusieurs, qui n'étoient point accusés, mais qui ne vouloient pas se trouver à pareille fête, s'en étoient allés aussi, et c'étoit le plus grand nombre. Ceux qui sont restés, ne pouvant faire autrement, (car je vous préviens qu'ils s'en seroient tous allés, s'ils l'avoient pu, tant vous êtes aimables), ne se sont jamais trouvés quatre ensemble. Il me paroît pourtant bien difficile, que l'on puisse conspirer tout seul. *Vous savez bien que vous n'êtes parvenus à faire la révolution, que par des attroupemens extrêmement nombreux, et souvent répétés.* On ne dira pas que c'étoit par écrit, tout le monde sachant qu'on interceptoit toutes les lettres; on n'osoit pas écrire qu'un tel jour il avoit plu. Voilà cependant bien des conspirations

toutes dècouvertes ; tous ces exécrables Feuillistes en inondoient le Peuple. Chaque jour encore j'entends crier dans les rues, Nouvelles Conspiration des Aristocrates découverte ; chaque jour vous les lisez avec une nouvelle avidité. Vous vous passez de pain, pour acheter ces infâmes Libelles, (ce qui fait un impôt bien considérable), et jamais vous ne voyez de preuves. Il faut cependant convenir que, si depuis quinze ou dix-huit mois, on vous dit tous les jours, voilà la certitude d'une conspiration, voilà des faits bien prouvés, bien détaillés, avec toutes les circonstances ; que si aucune n'est vraie, que si jamais il n'y a eu la plus légére apparence de tout ce qu'on vous a dit, que vous l'ayez toujours cru, il faut, dis-je, que vous soyez plus bête que l'âne qui broute l'herbe. Eh-bien, vous y croyez encore, et je vous défie de rien prouver. Vous n'êtes donc que des sots, je suis fâhé de vous le dire ; mais je le serois moi-même, si je ne vous trouvois pas tels.

Si vous l'on disoit que l'Empereur de la Chine envoye quatre cent mille hommes, avec beaucoup de canons, dans un balon, pour venir au secours des Aristocrates, vous

le

le croiriez, quand bien même le vent seroit contraire, et vous ne voulez pas croire un mot de tout ce qu'on vous prouve clair comme le jour, de la part de ceux qui vous trompent, tant votre entêtement est grand; mais je vous le répète, il n'y a que les sots qui sont entêtés à ce point. Ceux qui vous trompent, le savent si bien, qu'ils le font de la manière la plus grossière, pour mettre tous les jours votre crédulité à l'épreuve. Suivons pied-à-pied.

On vous dit que tous ces Princes, ces grands Seigneurs dévoroient le pauvre Peuple par leurs déprédations, que leurs dépenses étoient si excessives, qu'ils auroient mangé quatre Royaumes comme la France. Il falloit qu'ils eussent de bien grands estomacs. Voyons si c'étoit au détriment de ce pauvre Peuple.

Je n'aime point les déprédations; je les ai trouvées ridicules, comme tout le monde. J'ai même crié tout autant qu'un autre, sans cependant rien incendier; j'aurois seulement voulu qu'on eût réformé tant d'horribles abus, (ce qui étoit fort aisé). Mais étoit-ce la classe de ce pauvre Peuple (qu'on met toujours en avant), qui étoit en souffrance? Non;

on faisoit au contraire sa fortune. En voici la preuve.

Tous ces Princes, ces grands Seigneurs, même tous ces Protégés, ces gens si riches, qui faisoient des dépenses si excessives! comment les faisoient-ils? Ils avoient des Palais superbes. Mais ces Palais, signes certains du génie d'une grande Nation; monumens, si l'on veut, consacrés à l'orgueil, à l'ostentation, n'en faisoient pas moins l'ornement d'une Ville qui montroient à tous, par leur multiplicité, quelle étoit la demeure d'un grand Peuple libre, d'un Peuple dont les richesses annonçoient sa puissance. Ces Palais, dis-je, s'étoient-ils élevées par la tyrannie de leurs maîtres, et par les sueurs de leurs vasseaux? Non, vraiment, ils avoient au contraire été bien volés. Plusieurs Architectes y avoient fait leur fortune; des milliers d'ouvriers y avoient gagné leur vie pendant plusieurs années. Ces ouvriers, ces Architectes étoient bien certainement de la classe du pauvre Peuple. Cette dépense ne les fouloient donc pas.

Il falloit meubler ces Palais. Quelle quantité de meubles ne falloit-il pas! On vouloit qu'ils fussent de la plus grande recherche.

Toutes les manufactures du Royaume travailloient jour et nuit (elles se reposent maintenant); par conséquent les ouvriers les plus ingénieux trouvoient à exercer leurs talens, bien sûrs qu'ils seroient magnifiquement payés. Il falloit des décorations dans tous les genres; c'étoit encore bien des talens mis en exercice. La grande dépense étoit la main-d'œuvre; car sa valeur intrinsèque, tout le monde le sait, est ordinairement comptée pour rien, ou à-peu-près. Dans quelle classe encore se trouve cette main-d'œuvre? chez les gens qui n'ont rien. Le pauvre Peuple n'est donc pas encore foulé? C'est au contraire sur lui que l'on verse, à plaines mains, tout l'or du Royaume. Pour peu qu'un ouvrier eût du talent, il étoit sur de faire fortune, ou du moins il vivoit très-bien, fixant lui-même le prix de son travail.

Les Etrangers riches, voyageant en France, alloient voir ces Palais; ils étoient ravis du bon goût qui y régnoit; ils vouloient remporter dans leur pays tous les objets du luxe qu'ils pouvoient se procurer. C'étoit donc encore nos ouvriers qui travailloient. Ainsi, ces Etrangers nous apportoient leur or, nous leur donnions en échange nos produc-

tions, ou notre industrie. Nous avons perdu toutes ces ressources; mais nous aurons une belle Constitution.

Mais on ne pourra disconvenir, qu'il étoit bien ridicule qu'il fallût cent chevaux, plus ou moins, pour un seul particulier; autant de Laquais! J'en conviens; mais cette magnificence étoit-elle au détriment du Peuple? Non, en vérité, elle faisoit sa fortune. Le Fermier vendoit son fourage le prix qu'il vouloit; le Marchand de chevaux, qui vendoit tel cheval jusqu'à cent louis, n'en auroit pas trouvé dix sans cette concurrence; tous les Laquais eussent été à l'aumône, si ce grand Seigneur s'étoit servi lui-même. C'est donc encore pour le bonheur du Peuple, que l'on fait toutes ces dépenses, ou du moins il y trouve son avantage. Il est donc abominable de les irriter contre les Aristocrates, puisque c'est d'eux qu'ils tiennent leur existence.

Si nul particulier dans le monde, ne dépensoit que pour son nécessaire absolu, presque toutes les richesses de la terre deviendroient parfaitement inutiles, et plus des trois quarts de ses habitans mourroient de faim par paresse, nous serions tous des sauvages.

L'on peut donc dire, avec grande vérité, que si le luxe fait quelque tort, il procure les plus grands avantages. Tout étoit donc bien ; mais tout eût été infiniment mieux, si l'on s'en fût tenu à réformer les abus, ainsi que tous les cahiers le portoient, ainsi que le Roi l'avoit ordonné.

Dira-t-on que leur table étoit trop somptueuse ? J'en conviens aussi. On a vu des gourmands manger, à eux seuls, un litron de petits pois, qui coûtoient deux cent livres, parce que c'étoient les premiers qu'on avoient vu ; et qu'avec ces deux cent livres, on auroit très-bien nourri deux cents pauvres. Voilà un grief qui mérite au moins la lanterne ; cependant ne nous hâtons pas dans notre jugement, examinons la chose de plus près, afin de n'avoir pas de remords.

Ce litron de petits pois valoit, valeur intrinsèque, douze sols, encore parce que c'étoit la primeure. Le Jardinier ne se seroit certainement pas donné la peine de parcourir deux ou trois arpens de terre, pour cueillir un si petite quantité de petits pois, les porter peut-être à vingt lieues, pour n'en retirer qu'un prix si modique. Le riche n'en auroit pas donné deux cent livres, lorsque tout

je monde les a pour douze sols. Il auroit donc gardé son argent, s'il n'avoit eu cette préférence. Il le garderoit dans tous les tems, s'il ne pouvoit satisfaire ses fantaisies, qui sont d'avoir toujours les choses les plus rares que tout le monde ne sauroit avoir. Il enfouiroit son or, et nous verrions dans peu tout celui du Royaume enfoui dans la terre, et tout-à-fait perdu pour la société ; car, dans le fait, un homme ne consomme pas plus qu'un autre homme. Ainsi, si le riche n'a pas la préférence pour les choses rares, qui n'ont de valeur qu'idéalement, il n'achetera rien, plus chère que les autres. Voyez donc votre stupidité ! Serez-vous toujours bornés, au point de ne croire que des choses incroyables ? et vous êtes des hommes ! vous n'êtes rien que des masses informes qui dégradent ce grand ouvrage, où l'Eternel mit tant de soins.

Vous dites que le Peuple est foulé par ces folles dépenses ; et moi, je vous prouve que ces dépenses l'enrichissent. Je ne quitterai point cet article, que je ne vous ai forcé de bénir le ciel de vous avoir donné des gens qui aiment si fort à dépenser.

Ces deux cens livres, avec lesquelles on

auroit nourri deux cents pauvres, font que le Peuple est foulé ! Sots animaux, que vous êtes bien loin de fouler le Peuple par cette action ; vos vœux sont précisément remplis, les deux cents pauvres sont nourris. Car vous conviendrez, que de nourrir un homme deux cents jours, ou d'en nourrir deux cents dans un seul, l'effet est le même pour la société ; et je pense que vous conviendrez avec moi, que l'homme qui travaille, mérite d'être nourri par préférence à celui qui ne fait rien. Ainsi, d'après ce raisonnement auquel je défie de répondre, il se trouve que le riche n'a pas plus mangé que le pauvre, puisqu'il n'a mangé qu'un litron de petits pois, qui à peine valoit douze sols ; et le Jardinier, qui peut-être a une famille très-nombreuse, un loyer cher à payer, a vendu, dans un instant, toute la récolte de son jardin, et la récolte lui reste, car, certainement, ce qu'il en a donné, n'est pas sensible. Convenez donc que vous êtes bien sots. Voyez si vous êtes bien aimables, si vous valez la peine qu'on se donne pour vous !

Vous croyez peut-être que je suis bien riche moi-même, que c'est ma cause que je défends? Hé bien, vous vous trompez encore.

Je n'ai rien que de très-petites tentes sur le Roi qu'on ne me paye point ; peut-être me donnera-t-on à compte quelque Assignat, que j'estime autant que des feuilles de chêne. Ainsi je puis dire que je n'ai rien ; mais je voudrois vous rendre heureux, et vous détromper si je le pouvois.

Un autre grief bien plus important encore, grief qu'on ne peut, dites-vous, justifier. Je ne l'entreprendrai pas ; je le trouve (peut-être plus que vous) abominable, troublant le bonheur de la Société, enfin je le trouve infâme.

Cet homme si riche, cette sangsue du Peuple, qui met tout par écuelles, qui ne donneroit pas un sol à un pauvre, donne à sa Maîtresse (qui n'est qu'une coquine) mille louis par mois. Il lui meuble un appartement superbe. Bien certainement voilà le Peuple horriblement vexé. Quoi ! le piège le plus grossier est celui dans lequel vous donnez tête baissée ! Ne voyez-vous pas que bien loin de vous vexer par cette conduite, c'est de votre fortune que l'on s'occupe. On veut vous rendre un bien qu'on a souvent mal acquis ; je conviens que ce n'est pas là le projet, c'est un égoïste qui n'aime que lui,

mais faisant tout pour lui ; l'effet est tout pour vous.

Cette fille est de la classe du Peuple, ses parens sont dans la misère, elle les nourrit tous ; du moins, parmi elles, c'est le grand nombre ; il lui faut des voitures très-élégantes ; n'est-ce pas vous qui les faites ? Vous savez même qu'elle en sera bientôt dégoûtée, qu'il lui en faudra une nouvelle ; par conséquent vous donnez ce que vous avez de plus mauvais dans votre boutique, (que vous ne vendriez pas ailleurs) vous vous attachez à l'élégance (ce qui forme votre goût), et vous vendez le double du prix que cela vaut.

Il faut à Mademoiselle une maison magnifiquement montée ; il lui faut des chiffons, des robes, des diamans etc. etc. etc. Tout cela vexe-t-il le Peuple ? tout cela l'enrichit ; On ne finiroit pas à dénombrer la quantité de gens qui vivent aux dépens des sots ; il ne faut donc pas que l'Assemblée nationale vous dise qu'elle s'occupe de votre bonheur en ruinant les riches ; elle vous ruine bien d'avantage, puisque vous n'existez que par eux ; mais savez-vous à qui tous ces déprédateurs font du tort, c'est à leurs pro-

pres familles qu'ils plongent dans la plus grande désolation, dans la grande misère, quand ils répandent en profusion toute leur fortune sur vous.

La Noblesse du Royaume qui, en général, est la classe du monde la plus pauvre, a cependant sa petite vanité. Une jeune femme voit au spectacle, ou à la promenade une de ces filles, fort élégament mise : la tête lui en tourne ; elle veut être mise de même. D'après cela toutes les marchandes de modes sont en campagne ; il faut que Madame ait un chiffon des plus élégans. Les femmes, ses amies, en sont jalouses ; elles veulent toutes en avoir autant. Elle se passent du nécessaire intérieur pour briller au-dehors. Hé bien encore, tristes victimes de la plus crassé ineptie, ces folies vexent-elles le Peuple ? elles l'enrichissent, vous dis-je, et vous mourriez tous de faim, sans le luxe des riches ; leurs déprédations font passer toutes les richesses dans vos mains. Ceux qui font le véritable tort à la société, ce sont les avares, qui accumullent toujours sans jamais rien dépenser. Voilà ceux qui vraiment sont à charge à l'Etat. Ainsi, vous voyez combien

vous êtes bêtes dans le choix que vous faites les victimes de votre rage.

Je vous demande, d'où sortent tous les acteurs des spectables? N'est-ce pas de la classe du Peuple? Si fait en vérité. Qui leur procure une fortune souvent si ridicule, sur-tout à Paris? Ce sont les Aristocrates. Hé bien, ces misérables farceurs, se sont armés contre les Aristocrates, ils ont été les premiers révoltés; ils sont cependant tous pensionnés du Roi; (ce qui est bien ridicule,) Ils se sont tous mis contre le Roi; aussi qu'arrive-t-il? on leur à remis toutes les petites loges, qui faisoient leur principal revenu, et j'espère qu'ils perdront toutes leurs pensions, ayant trop bien prouvé qu'ils ne les méritent pas.

N'auroient-ils pas bien mieux fait de garder la neutralité? et de dire: nous avons besoin de tout le monde, ménageons tout le monde; ils eussent été applaudis par tous; mais ils ont fait tout le contraire; ils ont souillé leurs théâtres, de pièces analogues à la circonstance, aussi bêtes, aussi infâmes qu'eux et leurs auteurs. Les honnêtes gens ne vont plus à leurs spectacles.

Les gens à talent n'ont pas montré ni

plus d'esprit, ni plus de loyauté. Voici c
que j'ai vu.

Un Musicien, que j'aimois, que j'esti
mois, le croyant un parfait honnête-homme
ayant du talent, est devenu enragé comm
un Député. Je parlois un jour avec lui sur no
malheurs présens, il me dit : Je conviens
Monsieur, que je suis ruiné, je ne fais plu
rien, je ne gagne plus rien, je suis dan
la Milice non soldée; je sens que je ne ré
parerai jamais les pertes que j'ai fait dan
cette Révolution. Mais j'en suis consolé
voyant que mes enfans, un jour seront heu
reux. Il en avoit trois ou quatre devant lui
ayant son même talent, et qui avoient auss
perdu tous leurs écoliers. Je lui dis : San
doute, mon cher Monsieur, vous avez d
belles terres, une belle succession à laisse
à vos enfans; vous avez l'espoir qu'ils pos
séderont de grandes charges? Ils auron
mon talent, me repliqua-t-il, je ne voi
à ma postérité d'autre sort que celui d'êtr
toujours Musiciens. En ce cas là, lui dis
je, vous êtes bien bête, votre talent, ou
la Révolution vous ont ôté tout espèce d
jugement; car le Peuple, qui n'a que se
bras, ou son industrie pour vivre, qui n

ut qu'au jour la journée ; qui ne peut laisser autre chose à ses enfans, ne doit point faire le sacrifice du tems présent, au tems à venir, d'ailleurs votre raisonnement est faux dans tous ses points.

Vous convenez que les gens autrefois riches sont maintenant ruinés, qu'ils le resteront toujours, et que c'est bien fait de leur avoir fait éprouver un pareil traitement ; mais vous n'existez que par leurs superfluités, vous ne deviez exister que par les dépenses inutiles qu'ils auroient toujours fait! Certainement, lorsqu'ils n'auront que le strict nécessaire, ils ne l'emploieront pas à apprendre des arts ou des talens de pur agrément. Le votre restera nul, vous mourrez de faim, ainsi que vos enfans, et toute votre postérité ; il se trouva fort sot, resta toujours enragé, je le quittai, et le plaignit.

Voilà, cependant le plat raisonnement que font tous les amis de la révolution ; voilà le sort qu'ils éprouvent tous. Lorsqu'ils avoient un Roi, ils déploroient leur triste existence, ils maudissoient le Gouvernement quand on leur demandoient un écu ; maintenant qu'on leur prend tout, en leur disant qu'on leur donne tout, qu'on les en-

chaîne en leur disant qu'ils sont libres, ils bénissent le ciel de leur avoir donné des monstres pour les tous dévorer ; cela ne prouve-t-il pas que les Français sont réellement faits pour l'esclavage ? Que c'est avec la verge de fer, qu'il faut les gouverner. Ce ministre Italien avoit bien raison, quand il disoit à son maître (qui vouloit soulager ses Peuples.) ,, Sire, le *Peuple* Fran-,, çais ne va bien qu'autant qu'il est forte-,, ment chargé ,,. Voyons maintenant quelle est la classe qui supporte réellement les déprédations des riches protégés.

La classe la plus malheureuse du monde, est celle que vous persécutez le plus ; c'est la plus généreuse ; c'est celle qui souffre tous les maux en silence ; c'est celle qui n'agit point contre ses persécuteurs ; c'est celle qui vous anéantiroit, si elle disoit un mot, à ces traits reconnoissez la Noblesse ! Oui, c'est la Noblesse, et la plus pauvre encore, qui paye toutes ces déprédations, ou du moins qui le ressent d'avantage. Je vais vous le prouver.

Lorsque l'état est obéré, ne met-on pas un impôt sur les terres ? Sans doute, me direz-vous ; mais vous me direz aussi, les

Nobles ne les possèdent pas toutes, je le sais; mais ceux qui ne sont pas Nobles et qui les possèdent, font pour la plupart un commerce quelconque. Alors, ils font si bien, qu'ils se dédommagent dans cette partie de ce qu'il leur en coûte pour l'état; et ceux qui achetent payent cette impôt. La Noblesse n'a point de dédommagement, sa fortune diminue en proportion des charges quelle supporte; on ne dira pas que c'est le fermier qui paye, puisqu'il n'afferme que relativement aux charges.

Mais, me dira-t-on, on met des impôts sur toutes les marchandises; malheureusement je ne le sais que trop; mais c'est encore moi qui les paye, et le marchand y gagne: je suppose que l'on met un impôt de cinq sols par aune de drap, le marchand sans croire blesser sa délicatesse, me le vend six de plus; par conséquent l'impôt l'enrichit quand j'en supporte toute la perte. Il en est ainsi de tout. L'ouvrier le journaliste, le domestique, qui achetent, ainsi que moi, me font payer leurs services, ou la main-d'œuvre en conséquence, et c'est toujours le consommateur qui ne fait point de commerce, qui paye.

J'ai un malheureux contrat sur le Roi, dont mes pères ont eu la bêtise de porter les fonds au Trésor royal, ce contrat a supporté mille réductions, bientôt il sera réduit à rien, je l'ai toujours gardé, je le garde encore; mais plusieurs ont eu leurs affaires dérangées, ils ont vendu les leurs à des usuriers capitalistes. Voilà l'origine des agioteurs; ceux-ci ont fait des fortunes rapides par des voyes infâmes; on veut les punir; on ne le peut sans blesser beaucoup d'honnêtes gens; on hésite, les besoins sont pressans, on le fait, et je suis victime infortunée qu'on veut encore égorger; qu'ai-je donc fait?

J'ai servi ma Patrie avec distinction; j'ai cent fois versé mon sang pour elle; on donnoit des pensions à tout le monde, on n'a pu m'en refuser une; mais elle est si petite, qu'à peine puis-je subsister: l'état a toujours besoin, on fait des retenues sur les pensions; la mienne éprouve le même sort, toujours dans les proportions, non pas de mes facultés, ni des motifs qui me l'ont fait obtenir, mais du montant de la somme. Je demande, cependant, si je n'ai que douze cens livres, et qu'on me retienne le quart,

si je pourrai vivre avec neuf cens, parce que celui qui avoit cent mille livres n'en a plus que soixante quinze, et que j'approuve encore l'augmentation du prix des deurées, et de la main-d'œuvre ainsi que tout le monde, dans les proportions de ma consommation? J'ai donc raison de dire que la classe qui véritablement supporte le poids de tous les impôts, c'est la Noblesse pauvre du Royaume. Voilà, sot Peuple, les Aristocrates qu'on veut vous faire égorger. Voi à ceux dont on est si jaloux, ceux dont on envie si fort les privilèges, ne les trouvez-vous pas bien onéreux pour vous?

La Noblesse riche du Royaume, où tous les gens riches, vous donnent une grande aisance par leurs prodigalités; et la Noblesse pauvre vous aide encore beaucoup par cet heureux préjugé (qui est tout en votre faveur,) qu'elle ne doit pas se servir elle-même; voyez maintenant ce que vous deviendrez si les décrets de l'Assemblée son exactement suivis; je prétends qu'ils sont tous contre vous.

On vous a fait entendre que les biens du Clergé combleroient tout le déficit, qu'ils seroient même bien plus que suffisans, ce qui

feroit que vous ne payeriez plus d'impôt. Vous l'avez cru, *parce que vous croyez toujours les choses incroyables* ; le Clergé, dès ce moment, est devenu l'objet de vos persécutions ; que vous êtes bornés !

L'Assemblée a décreté que ces biens sont à la Nation; elle veut les vendre ; elle ordonne qu'il en sera vendu dans le moment pour quatre cent millions; suivez moi.

N'est-il pas vrai, que lorsque vous avez une vente à faire, que vous tâchez de mettre, dans le meilleur état possible, l'objet qui doit être vendu, afin d'en avoir un plus grand prix? La chose paroît toute naturelle ; hé-bien, l'Assemblée a suivi une marche toute contraire, pour faire mal, même le mal qu'elle fait.

Elle a commencé par réduire presque à rien tous ces biens, supprimant les dîmes, les droits seigneuriaux, etc. Il est tel Bénéfice qui valoit autrefois cinquante mille livres de rente, qui n'en vaut pas aujourd'hui mille écus ; c'est dans cet état qu'elle veut les vendre. Alors il paroît difficile qu'ils puissent suffire à combler *un déficit énorme qui s'accroît tous les jours de la manière la plus monstrueuse*, *malgré toutes les réformes que*

l'on a fait, et que l'on paye les traitemens décrétés aux Ecclésiastiques, dont une très-grande partie est aujourd'hui à la charge de l'Etat, et qui n'y étoient pas autrefois ; (ce sont les Mandians). Une autre très-considérable qui a triplé son revenu, (ce sont les Congruistes). Une autre enfin, qui n'est pas la moins considérable, qui n'avoit pas, à beaucoup près, vivant en communauté, (quoique très-bien) ce que chaque individu peut avoir aujourd'hui dans son particulier, (ce sont les Moines). Suivez-moi toujours.

Je supose que ces biens soient vendus sur l'état actuel de leurs revenus, alors on les achetera bien peu de chose. Une législature suivante arrive ; elle n'aura pas plus de respect pour des lois faites il y a deux jours, lois que tout le monde sait avoir été dictées par la haine et la discorde, dont elles portent si bien l'empreinte, que nos Représentans n'en ont eu pour celles qui existoient depuis quatorze cents ans ; qui avoient été faites par tout ce qu'il y avoit eu de plus sages dans le Royaume, perfectionnées par les plus grands hommes les plus vertueux, où l'amour du bien parut de toutes parts. D'ailleurs cette législature voudra aussi faire

quelque chose . et perfectionner encore ; (car il n'est pas donné aux hommes de produire des perfections au premier essai , surtout à notre Assemblée ;) elle aura reconnu l'injustice de dépouiller les Seigneurs des terres ; elle les faira rentrer dans tous leurs droits ; le Clergé n'existera plus ; tel est le projet. Sera-t-il juste qu'un Particulier , qui aura acheté une terre quarante mille livres , ait , au bout de six mois , un revenu égal au capital qu'il aura déboursé ? car la loi sera pour toutes les terres ; où seroit alors l'avantage que l'Etat auroit retiré de cette vente ?

Une autre alternative se présente. Cette seconde législature trouve abominable qu'on ait dépouillé l'Eglise de tous ses biens , dont une très-grande partie lui appartenoit avant qu'il y eût des Français , avant que la Monarchie fût établie ; une autre partie achetée par ses propres épargnes ; une autre donnée par des donnations en forme , par des testamens , le tout sous l'autorité des lois ; elle pourra dire si ces donnations ne sont point bonnes ! il faut nécessairement casser tous les testamens du Royaume , et déclarer que nul n'a la propriété de son bien , qu'il

n'en est que l'usufruitier ; que nul n'en peut disposer après sa mort ; que tout est et sera toujours à la Nation ; ou bien encore, elle pourroit trouver juste, que si l'on prive l'Eglise de ses biens, qu'il faut les rendre aux familles dont ils sont sortis. Mais, comme ce dernier parti entraîneroit nécessairement des procès éternels, elle pourroit fort bien déposséder tous ces nouveaux acquéreurs, sans leur donner nulle espèce de dédomagement, même, au contraire, leur faire rendre compte des revenus dont ils auroient jouis; leur disant, avec raison, comment avez-vous pu acheter ces biens? Vous avez été prévenus par mille voix qui se sont élevées parmi vous, qui toutes vous ont dit que l'Assemblée qui vous a vendu, n'étoit point légale, que ne l'étant point, elle ne pouvoit rien faire de légal ; que la Nation est toujours mineure ; qu'elle ne peut jamais cesser de l'être ; qu'elle sera éternellement maîtresse de revenir sur tout ce qui n'aura pas été fait par des Représentans généralement approuvés, et bien légalement assemblés ; qui l'auront toujours consulté pour les choses dont ils n'auroient pas eu des pouvoirs.

Vous le saviez vous-mêmes, puisque dans

les cahiers que vous leur aviez donné, vous leur avez spécialemant défendu de toucher aux propriétés; ils l'ont fait de la manière la plus atroce; par conséquent, tout ce qu'ils faisoient, ne pouvoit être légal; les fondés de procuration ne peuvent jamais outre-passer leurs pouvoirs. Cette loi est aussi ancienne que le monde, les hommes ne peuvent la détruire. Vous étiez donc de connivence avec eux; il est juste que vous en soyez punis. Rendez ces biens au Clergé, à qui ils appartiennent incontestablement; d'après cela, vous serez bien fous si vous en achetez: j'aurois tout l'or du Pérou, que je n'en acheterois pas pour un écu.

Je ne comprends pas comment on peut raisonner, seulement un instant, sur la stabilité de ce que fait l'Assemblée. Qu'on gémisse des malheurs dont elle nous accable; c'est dans la nature, et nous les méritons, puisque nous avons la bêtise de les souffrir; mais de croire qu'il restera vestige de ce qu'elle fait, je n'en crois pas un mot. La Nation est dans le délire, lorsqu'elle se réveillera, elle reprendra tous ses droits.

Enfin, l'Assemblée crée pour quatre cents millions d'Assignats, n'etoit-il pas bien plus

simple de désigner sur-le-champ les objets qu'on vouloit vendre ? L'opération étoit si belle, qu'on ne devoit nullement douter de son entier effet ; par conséquent les acquéreurs se seroient présentés en foule ; ils auroient donné de l'argent comptant, ou des effets que tout le monde auroit pris. Mais l'on crée des chiffons ! on en crée pour quatre cents millions, qui, par parenthèse, sont déjà mangés ; et la Nation est assez bête, pour ne pas voir que c'est encore un nouvel emprunt que l'on fait ; emprunt tout-à-fait neuf, puisqu'il n'est hypothéqué sur rien ; car bien certainement, des biens qui ne nous appartiennent pas, ne peuvent être que des cautions chimériques.

C'étoit aux acquéreurs à nous donner ces Assignats, hypothéqnés non seulement sur les biens ecclésiastiques qu'ils achetoient, mais encore sur les leurs, dans le cas que l'Assemblée fût renvoyée, et ses Décrets annullés ; alors c'étoit bien réellement quatre cents millions effectifs, que tous les créanciers de l'Etat auroit pu prendre avec toute sûreté, au lieu qu'on n'a donné, comme je viens de le dire, que des chiffons ; ce qui prouve la mauvaise foi, et la dépréda-

tion portée à son dernier période. Et l'on aigrit toujours le Peuple contre les anciens abus, qui est assez stupide pour ne pas voir ceux du moment.

Quant au sujet des dîmes, je vous ai déja clairement démontré, qu'en général, leur suppression vous faisoit le plus grand tort. Prouvons maintenant que celle du Clergé est nuisible, non seulement au Peuple, mais encore à l'Etat, sur-tout dans l'hypothèse qu'on veut vendre ses biens.

La majeure partie des Evêchés et des Cures n'avoient des revenus que par les dîmes. Ces revenus étoient essenciellement compris dans les biens du Clergé. Ce n'étoit pas des biens-fonds, mais des rentes à peu-près invariables. Voilà donc un objet des plus considérables en diminution, sur une vente dont on se proposoit de si grands effets. N'auroit-il pas mieux valu charger tous les Notables du lieu, d'affermer ces dîmes aux plus offrans et derniers enchérisseurs, veillant, avec un soin scrupuleux, à ce qu'il n'y eût point de fraude, et de payer, avec ces revenus, les traitemens fixés aux Ecclesiastiques ? Il me semble que c'étoit une opération simple, qui assuroit, d'une manière invariable, le salaire

de tous ces honnêtes gens ; au lieu que par le peu de précautions que l'on a pris, je doute qu'ils soient jamais payés, pas même des six premiers mois. Voilà le fruit qu'ont produit tous ces animaux de Curés qui ont abandonnés leur Corps. Il faut qu'ils soient bien bêtes pour n'y être pas revenus, quand ils ont vu que le Tiers les trompoient si grossièrement.

Enfin, cette Assemblée que vous encensez, que vous défendez avec un acharnement incroyable, que vous croyez si fort dans vos intérêts, parce qu'elle vous a dit, qu'elle vous dit tous les jours, d'uu ton emphatique, qu'elle n'a pour objet, dans tous ses Décrets, que votre bonheur ! Mais sont-ils réellement à votre avantage ? Je vous ai promis de vous prouver évidemment qu'ils sout tous contre vous. Je suis homme de parole. Voyons celui qui nous occupe maintenant, et qui vous porte à tant d'horribles excès, tant vous craigniez que l'on s'oppose à son exécution.

Vous croyez peut-être que j'ai quelque intérêt à défendre ce Corps ? et bien vous vous trompez ; je n'en suis pas ; je n'y ai ni parens, ni amis. Je sai qu'il a d'horribles torts ;

mais je suis juste : je l'aurois fait rentrer dans les bornes du devoir ; j'aurois supprimé tous les abus, et je l'aurois mis dans le cas de rendre à la Société tous les services qu'elle a droit d'en attendre.

Quand on vous a dit qu'il falloit détruire le Clergé, on vous a fait entendre que c'étoit des Aristocrates, qui vouloient tous vous dévorer. Vous croyez toujours que ces Aristocrates sont les Nobles, ennemis éternels du Tiers. Vous vous croyez bien certainement de la classe du Tiers ? vous l'êtes ; aussi personne ne vous le conteste ; hé-bien écoutez-moi.

Qu'est-ce qui compose le Corps du Clergé dans un grand Empire ? c'est, en général, tout ce qui s'est consacré au culte des autels. Partant de ce principe, (qui est incontestable) il se trouve que c'est précisément contre vous que sont lancés tous ces foudres destructeurs. En voici la preuve.

N'est-il pas vrai que, sur cent Ecclésiastiques, quatre-vingt-dix-neuf sont du Tiers ! Tous les Curés, les Vicaires, les Moines, (dont l'espèce est si fort multipliée) la majeure partie des Chanoines et une multitude de Religieuses sont du Tiers ; enfin, les

premiers Apôtres de l'Eglise étoient du Tiers.

Vous avez tous des enfans, des frères, des sœurs, des parens, plus ou moins proches, dans l'état ecclésiastique ! vous me direz : mais le haut Clergé est pris dans la classe des Nobles, et plus particulièrement des gens de la Cour. Cela est vrai ; mais voudriez-vous tout avoir ? ce seroit injuste ; et comme je viens de vous le dire, ce n'est pas un sur cent, encore cette règle n'est-elle pas exclusive ; beaucoup d'Abbés très-riches, des Evêques même sont pris dans le Tiers. D'ailleurs, comme je ne défends point les abus, qu'au contraire je les condamne fortement, il falloit ne rien détruire, et tout perfectionner ; faire ce qu'ont ordonné les Conciles ; réduire tous les gros Bénéficiers à un seul Bénéfice, et tenir la main à l'exécution des Canons de l'Eglise. (Je traiterai cette matière plus amplement dans un autre tems). Je ne m'écarterai point dans celui-ci de l'objet que je me suis proposé, qui est de vous prouver que c'est toujours vous qui êtes les opprimés, par ceux que vous croyez de vos amis.

Le Clergé faisoit des dépenses excessives ;

contractoit des dettes sans jamais rembourser les capitaux. Tout cela est vrai ; tout cela fait voir combien le Gouvernement étoit vicié. Mais pauvres imbécilles, tout cela faisoit votre fortune.

On ne peut disconvenir que beaucoup de Prélats ne fussent très-vertueux ; beaucoup faisoient le bien, pour le seul plaisir de le faire, et pour l'amour de Dieu. Tous en faisoient infiniment, parce qu'ils y étoient forcés ; les libertins (car il y en avoit,) ce qui fait la honte du sacerdoce ; *vous voyez que je ne cherche point à faire ma cour. je suis vrai, tous mes vœux vous sont consacrés, je voudrois vous voir heureux, je voudrois que vous fussiez des hommes, voilà ma seule ambition.* Les libertins dis-je, faisoient la fortune de mille individus, non pas pour l'amour de Dieu, je le sais, c'étoit pour l'amour d'eux-mêmes ; mais enfin leurs richesses circuloient parmi le Peuple ; des ouvriers sans nombre étoient occupés et bien payés ; des Palais superbes, une livrée nombreuse, de grandes consommations dans une maison, où tout auroit dû annoncer la retraite d'un saint qui porte ses regards vers le Ciel, et tend ses bras

vers l'humanité affligée, et qui annonçoit au contraire le faste le plus indécent, le plus ridicule ; ce qui les rendoit méprisables aux yeux de tous, étoient cependant des resources infinies pour vous ; mais voilà ce qu'il falloit réprimer, et vous représenter, en vous privant de ces indignes secours, que la Religion sainte que vous professez, étoit trop cruellement blessée pour souffrir un tel scandale, et ne pas vous dire, pour porter la haine dans vos cœurs, que toutes ces dépenses folles, se faisoient aux dépens de votre nécessaire le plus urgent, dans le tems que vous voyez, et que vous devez sentir que vous n'existez que par ces déprédations. Croyez-moi, celui qui n'a que ses bras pour vivre, rit toujours des extravagances des riches. Vous voyez donc que ceux qui se disent tant de vos amis, sont précisément les seuls qui voudroient vous plonger le poignard dans le sein; ouvrez donc les yeux, malheureux Peuple, ou bientôt il ne sera plus tems ; vous mourrez tous ; le désespoir s'emparera de vos ames.

Vous n'ignorez pas non plus que le Clergé nourrissoit chaque jour une multitude incroyable de pauvres, que plusieurs cantons

dans le Royaume lui doivent absolument leur existance; que quantité de fermiers régissent les mêmes fermes de père en fils, depuis deux ou trois cents ans; ils les regardoient presque comme une propriété; ce qui ne peut se trouver chez des particuliers; il est donc de votre intérêt que ces biens ne soyent point vendus; ils ne peuvent procurer qu'un secours très-momentané, sur-tout dans ce moment-ci, où vous devez vous attendre au plus affreux gaspillage, et vous vous otez des resources éternelles.

On dit au Peuple, qu'il est horriblement vexé par cette multitude de privilégiés; j'ai fortement déclamé, dans plusieurs occasions, contre tous les privilégiés pécuniers, tant je les trouve odieux; la puissance qui protége n'excepte personne; tous ont droit à ses bienfaits; il faut donc dans un empire, que tous les individus qui la composent contribuent sans distinction quelconque, par proportion égales, au maintien de cette puissance. Ce furent toujours mes principes; tous avoient abandonné leur priviléges; mais voyons s'il n'existera plus de privilégiés.

Je sais que les Princes, les grands Sei-

gneurs, beaucoup de protégés, les Parlemens, avoient usurpé des privilèges qui vexoient le Peuple ; c'étoit infame : je pense que c'est évaluer bien haut que de porter ce nombre à vingt mille dans tout le Royaume ; mais aujourd'hui n'aurons-nous plus de privilégiés ! Ce sera pire que l'hydre du Marais de Lerne, qui avoit sept têtes, qui renaissoient à mesure qu'on les coupoient, dont le nombre cependant restoit toujours à sept ; vous aurez plus de mille privilégiés, contre un de ceux que vous aviez autrefois : il est aisé de le prouver.

On a créé dans le Royaume quarante-quatre mille Maires, qui sont autant de tyrans, (ils l'ont prouvé d'une manière cruelle ;) il y a beaucoup d'endroits ou les Officiers Municipaux sont en très-grand nombre, sans compter les électeurs ; reduisons-les à dix seulement par Mairie, y compris le Maire, et si l'on veut, ces Officiers de justice, panachés (qui auront l'air non pas de Chevaliers, mais de ces bouffons qui chantent dans les carrefours, ou qui font des tours pour amuser le Peuple,) on ne me taxera pas d'exagération : et bien cela fera pourtant quatre cent quarante mille

privilégiés, d'autant plus dangéreux qu'ils sont les maîtres, toutes les forces de l'état étant dans leurs mains; je demande si nous avons gagné par les moyens que l'on a pris pour réformer les abus qui existoient? Je conviens que ceux-là n'existeront plus; mais je frémis de voir ceux qui les remplacent; Peuples, vous êtes bien aveugles!

La plus grande preuve que l'on puisse vous donner des exécrables intentions de l'Assemblée nationale, ce sont tous les moyens odieux qu'elle prend pour venir à bout de ses desseins; n'est-il pas vrai que si elle n'avoit en vue que le bonheur de tous, qu'elle nous le présenteroit d'une manière si séduisante, que nous serions forcés de voler au-devant de ses décrets? tant il est dans l'homme de vouloir être heureux; mais elle nous le présente la flâme et le fer en main; d'où vient quelle nous l'offre ainsi? Egorge-t-on des hommes pour leur prouver qu'on les aime? Cette maxime seroit aussi nouvelle qu'étrange. Je vois, au contraire, par cette conduite, quelle veut se baigner dans notre sang; qu'elle veut qu'une incendie générale éclaire tous ses forfaits.

Il paroît cependant que cette Assemblée

commence

commence à trembler pour elle-même, si peu elle doit compter sur les brigands ses compagnons, qu'elle a choisis pour la défendre, qu'elle a toujours à ses ordres autour de sa salle et dans ses galleries même; elle les paye très-bien; mais ils ne sont plus si méchans, soit qu'elle est plus atroce qu'eux, soit qu'ils reconnoissent qu'on les trompe, ou peut-être parce que le Peuple ne peut pas être long-tems méchant; mais enfin, quoiqu'il en soit, elle envoye dans toutes les garnisons des émissaires corrompus pour séduire les soldats; plusieurs ont été séduits; mais comme l'honneur parle encore dans le cœur du vrai soldat, la majeure partie reste fidèle; l'Assemblée fait mouvoir d'autres ressorts; des méchans adroits sont envoyèz pour semer la zizanie entre différens régimens, et les porter à se battre entr'eux, afin de détruire entièrement l'armée qu'elle redoutera toujours tant qu'il en restera vestige. J'espère pourtant que les soldats ouvriront eux-mêmes les yeux; qu'ils verront qu'ils ne sont rien, tant que leur Roi restera dans l'humiliation, et qu'ils peuvent être tout quand ils l'auront remis sur le Trône; plusieurs le sentent déjà. Voici ce

que j'ai vû, il y a environ six semaines, à Amiens.

L'Assemblée nationale avoit envoyé ses émissaires pour corrompre la garnison qui est composée du régiment de Conti, infanterie, d'un fort détachement du régiment de Berry, Cavalerie, et d'un autre détachement du régiment de Bourbon, Dragons; la garnisonest restée intacte; on a employé d'autres moyens.

On a bien senti que des régimens qui ne se laissoient pas séduire par l'or, ne souffriroient pas impunément que l'on tînt des propos sur leur compte; on leur en a fait tenir; on a fait des faux rapports; ces émissaires allant d'une caserne à l'autre, prêtoient à chaque Régiment (l'un contre l'autre) des propos que nul n'avoit tenus; la délicatesse du soldat se croit blessée; le premier mouvement est d'en tirer vengeance, sans se donner le tems d'examiner si le fait est vrai.

La Cavalerie et l'Infanterie ont des querelles ensemble, il s'ensuit des combats particuliers; plusieurs sont blessés, ou tués; on craint que l'affaire ne s'engage au point de devenir générale; le Colonel du ré-

giment de Berry en est instruit, il se hâte d'arriver pour tâcher de rétablir l'ordre ; la garnison apprend ce noble projet, elle ouvre les yeux ; un des plus éloquens élève sa voix ; il dit : " Camarades, nous sommes tous de braves gens, nous servons tous le même Roi, nous sommes tous du même parti ; et nous nous égorgeons ! Connoissons-nous seulement le sujet de nos querelles ? En avons nous de directes ? On dit que la Cavalerie tient des propos contre l'Infanterie ; que l'Infanterie en tient contre la Cavalerie ; où sont les preuves ? Ne savons-nous pas au contraire que le Royaume est en combustion, depuis que nous avons une Assemblée qui se dit Nationale ? Pouvons-nous ignorer que notre Roi est dans les fers ? N'est-il pas naturel de penser que cette Assemblée cherche à nous détruire nous-mêmes, dans la crainte qu'elle a que nous réveillant un jour, nous allions dégager notre Roi, et la punir de tous les maux qu'elle a faits ? Soyons amis, camarades ; ne privons pas l'Etat de soldats tels que nous ; que nos bras vengeurs ne portent leurs coups que sur les ennemis du Roi. Voilà le devoir du héros Citoyens „

“ Nous sommes informés que le Colonel de Berry vient. La démarche qu'il fait est généreuse. Prouvons lui que nous sommes généreux aussi ; faisons, qu'en arrivant, il trouve tout fini, et qu'il ne lui reste plus qu'à nous applaudir. „

Ce discours fut terminé par de grandes acclamations, et suivi de cris de *Vive le Roi*, et toute la garnison s'embrassa. Il fut convenu que la Cavalerie iroit à cheval au-devant de son Colonel ; que l'infanterie iroit aussi, ainsi que les Dragons, mais sans armes et sans ordre ; toute la Musique et les Tambours du Régiment de Conti à la tête. C'est avec ce cortège vraiment attendrissant que je vis arriver le Colonel à son logement, qui étoit l'auberge où j'étois descendu.

Le Colonel, qui est M. de Gain, après avoir fait un discours noble et touchant, analogue à la circonstance (au détachement de son Régiment) défila devant tous ces Soldats ou Dragons qui étoient mêlés ensemble : les saluant de son sabre, de manière à leur prouver son amour pour eux, et sa grande satisfaction ; ceux-ci répondirent par des acclamations, des cris de *Vive le Roi*, *Vive le Colonel*.

Quand M. de Gain eût renvoyé sa troupe dans son quartier, il mit pied à terre, et vint se mêler dans la foule, pour témoigner de nouveau, combien il étoit flatté de l'accueil qu'on lui avoit fait. Ce fut encore des applaudissemens qui ne finissoient pas. La scène fut des plus touchante. La Cavalerie vint s'y mêler aussi, dès qu'elle eût mis pied à terre.

Enfin, le Colonel crut devoir offrir quelques Louis à la Musique. Le Tambour-Major porta la parole au nom de tous, et lui dit : " Mon Colonel, ce que nous venons de faire est de notre propre mouvement ; c'est de cœur, que nous avons tous été portés à venir vous témoigner notre satisfaction et notre reconnoissance pour l'intérêt que vous avez pris à nos querelles ; elles sont finies. Nous les oublions, pour ne plus nous souvenir que de nos devoirs ; nous ignorons qui a pu susciter ces troubles ; nous en punirions les auteurs, si nous pouvions les connoître ; nous avons le cœur Soldat ; ce seroit nous humilier, que nous offrir de l'argent; permettez qne nous le refusions. Mais si vous croyez devoir quelque chose à notre zèle, assurez notre bon Roi que tous ses Soldats de

la garnison d'Amiens , lui sont et lui resteront toujours fidèlement attachés. „ Le Colonel s'attendrit, versa des larmes , et fut forcé de garder son or. J'ai vu le fait, et n'ai pu le voir de sang-froid. Oh ! mon Roi, vous avez donc encore des Soldats !

Braves et généreux Guerriers ! illustres débris d'une armée autrefois si formidable, qui tant de fois s'est couverte d'une gloire immortelle , prenez tous exemple de la garnison d'Amiens ! On vous a cruellement trompés ; mais ouvrez les yeux , et voyez quels étoient les projets de vos infâmes séducteurs. Ils vous ont dit que c'étoit contre vos Concitoyens qu'on vouloit vous armer , quand au contraire on vous armoit pour les défendre. Reconnoissez votre erreur ; écoutez un ami, qui vécut long-tems parmi vous ; qui n'a d'autre intérêt que votre gloire et votre bonheur ; qui versa son sang au milieu de vous , pour cette même Patrie que vous croyez servir , et que vous laissez déchirer de toutes parts. Il ne fait pas un pas, qui ne lui rappelle ce qu'il a fait pour elle ; il ne voit rien autour de lui, qui ne lui prouve son ingratitude ; cependant il l'aime encore : il veut la servir ; ne la servirez-vous pas aussi ?

N'est-il pas vrai que des troupes réglées sont faites pour porter, en tems de guerre, la terreur chez les ennemis de l'Etat ? et dans un tems de paix, pour maintenir l'ordre et la tranquillité publique ? Que vous a-t-on demandé de plus ?

Une troupe de Brigands riches, *c'est l'Assemblée Nationale, leurs Adhérans et M. Necker*, ont soldé une armée de brigands pauvres, pour commettre tous les excès dont vous avez été les tranquilles témoins. L'eussiez-vous souffert, si l'on ne vous eût persuadé, qu'en vous y opposant, vous auriez versé le sang de vos Concitoyens ? Connoissez les projets de ces imposteurs : ils vouloient, par votre inaction, consommer à loisir les crimes les plus affreux ; ils vouloient que leurs forfaits restassent impunis.

Quoi ! Soldats, vous voyez votre Patrie prête à succomber sous la dent meurtrière des tygres dévorans qu'elle nourrit dans son sein ! Vous voyez votre Roi (le premier Monarque du monde) détrôné, captif, chargé de fers, et votre courroux ne s'enflâme pas ! Il gémit, il pleure sur son sort et sur le vôtre ; ses soupirs vont jusqu'à vous, et vous passez des jours tranquilles ! Vous projettez

des fêtes ; vous vous livrez aux plaisirs, quand ce Prince malheureux est entouré d'assassins ! S'il échappe un jour à la mort, elle lui paroît certaine pour le lendemain, et votre apathie est toujours la même ! Qu'est donc devenu cet amour du Soldat Français pour son Roi ? Cet amour que tant de Nations admiroient ! cet amour qui vous rendoit invincibles ! Ah ! Soldats, si vous persistez dans votre aveuglement, vous serez méprisés de votre Patrie même, de l'Univers entier, et vous serez tous malheureux.

Croyez-vous, enfin, que ce seroit un crime de marcher contre des scélérats ? Croyez-vous que vous verseriez le sang de vos Concitoyens, de vos frères ? Mes amis, il est plus pur, ce n'est pas-là qu'il circule. Les scélérats ne sont point vos frères ; ils ne sont nulle part des Citoyens, ce sont des monstres par-tout, qui dégradent l'humanité, dont, de tous les tems, chez tous les Peuples, on a voulu purger la terre.

Soldats ! si l'amour pour votre Roi, n'est pas assez puissant pour vous porter à le rétablir sur son trône, faites-le du moins pour vos propres intérêts ! Considérez ce que vous êtes maintenant. Vous n'êtes plus rien. L'As-

semblée a décrété que vous n'étiez pas seulement des Citoyens actifs ; et le même jour, elle vous préfère les Juifs, les Comédiens, le Bourreau.... Soldats! mon indignation est au comble, et je ne sais plus ce que vous méritez, si vous n'êtes pas émus.

Comment! l'Assemblée, qui vous a tant caressés, déclare que vous n'êtes rien! ou, si vous êtes quelque chose, elle se permet de dire que vous n'êtes que des brigands, un ramas d'êtres méprisables!....... Elle l'a dit ; l'Univers en est témoin ; tous vos amis l'ont écrit. Ils ont relévé cet infâme propos, et vous dormez! Prenez bien garde, les actions et les écrits passent à la postérité. Si vous ne vengez cette injure, vous justifierez que l'Assemblée a dit vrai.... Ma plume échappe de ma main.

Vous avez vu par vous-mêmes, ou par vos Députés à la fédération du 14 Juillet, fête, dites-vous, la plus solemnelle que les hommes aient jamais vue, où toutes les Nations étoient appellées, où elles ont toutes assisté par leurs ambassadeurs. Elles ont été toutes témoins, que les premiers guerriers du monde n'avoient point de rang, eux qui jadis, sous un Roi, tenoient le premier dans l'Empire.

Vous aurez votre rang, vous dit-on, lorsqu'il faudra combattre les ennemis de l'Etat. Quoi! vous aurez la faculté d'aller vous faire casser bras et jambes pour la défense d'une Patrie qui ne vous compte pas au nombre de ses Citoyens actifs! et lorsque vous reviendrez couverts de gloire et de nobles cicatrices, vous vous croirez trop heureux de marcher après des Citoyens, qui n'auront appris vos victoires que dans le sein des voluptés, ou qui, mollement assis sur leurs foyers, peut-être vous accorderont un instant pour vous entendre raconter vos exploits (qu'ils oublieront aussitôt), et vous êtes contents! Grand Dieu! sont-ce-là les traits où l'on reconnoît le Soldat Français?...

Soldats! nous dormons depuis long-tems; éveillons-nous; qu'un noble courage élève aujourd'hui nos ames; montrons ce que nous sommes; formons, vous et moi, le projet de relever une Monarchie qui n'offre plus que des ruines; rendons notre Patrie heureuse, (elle est dans la douleur, elle implore notre secours) tendons-lui une main secourable; rendons-lui sa première splendeur. Croyez que ce projet est aisé.

Regardons les Milices Bourgeoises comme

nos frères, ce sont d'honnêtes Citoyens ; ils sont aussi fatigués que nous des malheurs qui nous accablent ; ils ont été trompés, vous l'avez été comme eux. Invitons-les à se joindre à nous, pour rétablir le Roi sur son trône ; que l'ordre et la paix soient notre ouvrage ; ne faisons la guerre qu'aux brigands, ils seront bientôt détruits, et nous n'aurons pas versé le sang des Français.

Si ce noble projet vous convient, faites-le moi connoître, et voici comment. Que toute une garnison (pourvû qu'elle soit composée de deux ou trois Régimens) s'assemble sur la place d'armes ; qu'elle décide unanimement qu'elle veut se conformer entièrement aux vues de l'Auteur de la Brochure, qui a pour titre : *Bon Dieu ! qu'ils sont bêtes*, *ces Français* ! et qu'elle l'invite à venir lui-même dans ladite garnison, pour se mettre à leur tête. Faites inscrire cette déclaration dans l'Ami du Roi, la Gazette de Paris, et enfin dans tous les Journaux, dont les Rédacteurs sont honnêtes ; alors je me rends parmi vous. Tous mes secrets vous seront connus, (je ne puis dans ce moment les rendre publics) et je vous abandonne ma tête, si vous ne voyez bientôt la France dans toute sa puissance ;

avec tous les abus réformés, et sans effusion d'autre sang que celui des scélérats, qui même, par leur fuite, nous éviteront la peine de le répandre.

Messieurs de la Milice Bourgeoise de Paris, c'est maintenant à vous que je m'adresse il n'y a point de Ville, il n'y a point de Province en France, à qui la révolution soit plus funeste qu'à vous. Quand tout le Royaume l'auroit desirée, votre propre intérêt auroit dû vous porter à la repousser de toutes vos forces; cependant vous seuls la soutenez avec un entêtement qui tient de la démence. Vous ne l'avez pas faite, je le sais; mais vous avez donné dans le piège le plus grosssier, que jamais la perfidie ait pu tendre; et tout l'odieux en rejaillit sur vous.

Je n'ignore pourtant pas que les Parisiens sont généralement bons; mais, de tous les tems, je ne sais par quelle fatalité, le peuple de Paris fut le plus facile à tromper. Je vous prie de me suivre, vous verrez, si je suis dans vos intérêts, ou si c'est un nouveau piège que je vous tends; j'espère vous convaincre par des preuves si palpables, que vous marchez à grands pas vers votre ruine totale; qu'enfin vous vous arrêterez au bord

du précipice, (que vous-mêmes creusez à grands frais), et dans lequel vous êtes prêts à tomber.

Tous mes vœux sont pour vous, pour que vous soyez heureux, et que vous puissièz regagner chez les Nations étrangères (qui contribuent tant à l'opulence dont vous jouissez) l'estime qu'elles avoient autrefois pour vous, et qu'elles vous refusent aujourd'hui.

Sans doute on ne pouvoit qu'applaudir au motif qui vous mit les armes à la main, le 14 Juillet 1789, jour duquel vous datez pour la révolution, qui cependant fut faite par les brigands, le Dimanche 12. Mais par une suite de votre facilité, vous consentez encore à vous charger d'un tort auquel vous n'avez nullement participé.

Lorsque vous prîtes les armes, le crime certainement étoit très-éloigné de vous. Vous n'aviez en vue que de garantir la Ville du pillage dont elle étoit menacée, quoiqu'il y eût une armée de quarante mille hommes à ses portes, et qu'il n'y eût que deux ou trois mille brigands (désarmés) dans son intérieur; ce qui est inoui; ce que la postérité ne voudra jamais croire.

M. Necker, et les enragés des Etats-Généraux, qui avoient juré la perte de l'Empire, avoient parfaitement calculé, dans leurs projets, tout ce qu'ils devoient attendre de vous. Ils ne se sont pas trompés, vous avez surpassé leur attente ; vous avez toujours cru travailler pour le salut de l'Etat, quand vous mettiez un zèle extrême à le renverser de fond en comble. Cependant, Messieurs, l'erreur n'a qu'un tems ; l'illusion cesse, et l'on devient criminel, si l'on persiste. Développons notre idée.

M. Necker, sans mœurs, sans religion, sans principes, affectant d'avoir trouvé le moyen d'éterniser ses forfaits, quand la Nature paroissoit l'avoir classé dans cette immensité d'êtres qui n'existent que par sa grande profusion et qui restent toujours dans l'oubli. (Vous commencez à l'apprécier sa juste valeur !) M. Necker, dis-je, le plus grand ennemi que la France ait eu, vous a tous séduit par sa popularité simulée. Mais qu'a-t-il fait qui annonçât les vues d'un savant Administrateur qui doit régénérer l'Etat ? Il n'a jamais su qu'emprunter à de très-gros intérêts ; ce qui a prodigieusement augmenté le déficit.

Qu'a-t-il fait pour prouver son grand amour pour le Peuple ! Il l'a porté à commettre toutes sortes d'horreurs contre ceux de qui il tenoit son existence, de manière qu'il en est abandonné, qu'il est plus malheureux qu'il n'a jamais été.

— Pourquoi a-t-il composé les Etats-Généraux de la manière bizarre dont nous les voyons ? — C'est pour qu'ils ne sussent rien produire de bien, et pour être le maître très-despote du Royaume. Mais en cela, il s'est trompé ; il s'est fait mépriser de tous, haïr par tous ; et enfin, il est forcé de prendre la fuite. — Pourquoi a-t-il introduit cette quantité de monstres ? — Afin qu'ils dévorassent tout.

Le voilà donc parti, ce Dieu tutélaire de la Nation ! ce grand Régénérateur ! cet illustre Pitt de la France ! ce Père du Peuple ! il est parti ! Nous l'avons vu l'an passé porter en triomphe (du moins son Buste) dans toutes les rues de Paris, par cette canaille dont il se faisoit gloire d'être aimé, et dont il avoit si bien su captiver les suffrages. Cette canaille qui gouvernoit alors, (et qui, dans ce moment encore, a beaucoup de prépondérance) vouloit lui ériger des autels, et me-

naçoit de la lanterne quiconque ne l'encenseroit pas. Que les tems sont changés ! Ce Dieu, depuis cette heureuse journée, n'a jamais détourné ses regards paternels de dessus ses enfans chéris. Mais, qui le croiroit, ils sont ingrats aujourd'hui, ces enfans ! ils l'immoleroient lui-même sur les lieux où ils vouloient établir son culte, s'il n'avoit honteusement pris la fuite. Quelle terrible leçon pour nos Législateurs populaires ! Quel seroit le téméraire mortel qui oseroit prononcer qu'ils sont à l'abri d'un pareil traitement ? Que les criminels ambitieux sont en danger !

Parisiens, je le sais, vos intentions étoient pures, lorsque vous vous êtes armés ; vous ne croyez certainement pas alors, que vous seriez un corps de troupes, une armée ; ceux qui vous gouvernent le savoient cependant très-bien ; mais pour mieux vous tromper, il falloit vous conduire à pas lents, et par des routes secrètes ; les écrits incendiaires, l'argent répandu dans les Provinces pour soulever les Peuples, les motions infernales du Palais-royal, des brigands soudoyés dans Paris, des millions répandus dans l'Assemblée nationale ; (ce dont vous ne sauriez douter, puisque les plus scélérats qui n'avoient

voient que des dettes lorsqu'ils y sont arrivés, ont tous aujourd'hui des fortunes romanesques.) Tout cela se tramoit de longue main, tout cela est l'ouvrage de M. Necker, qui même a la gaucherie de n'en avoir pas le fruit, ayant été expulsé et trahi par ceux-là même qu'il a fait venir. Ce qui prouve que tôt ou tard la providence punit les forfaits; l'Assemblée aura son tour; les brigands se détruisent entr'eux. Mais voilà les moyens qu'on a mis en usage pour vous mener où vous en êtes, et vous ne l'avez pas vû.

M. de La Fayette, semblable aux Argonautes qui furent chercher la toison d'or dans la Colchide, arma un vaisseau pour aller en Amérique protéger des révoltés; il crut en cela servir son maître; telle étoit alors la politique; *mais combien elle est fatale pour les Rois, cette politique! Ne voudront-ils jamais être justes dans leur guerres!* Enfin, les traveaux de M. de La Fayette, quoique moins pénibles que ceux des Princes Grècs, lui valurent cependant le titre de héros, titre qu'il veut conserver en France, et qu'il auroit réellement conservé, s'il avoit eu l'habileté de bien user de la victoire;

son ambition l'a perdu; il prouve aujourd'hui qu'il devoit tout à la fortune, rien aux talens, rien à ses vertus; vous seuls êtes ses dupes, il se sert de vous pour détrôner son Roi... Par un aveuglement inconcevable, vous vous y prêtez, croyant servir ce même Roi; ainsi vous faites une action criminelle, avec un cœur vertueux. Son ambition est démésurée, sans nulle espèce de fondement; il n'a même pas les talent qu'un ambitieux doit avoir, il ne se montre grand dans aucune partie, pas même dans le militaire; n'importe, il veut être tout, croyant que vous le porterez à tout, que moyenant des épaulettes qu'ils vous engage à porter, vous paroîtrez des guerriers invincibles; je ne doute certainement pas de votre bravoure, mais encore faut-il connoître son métier, ou du moins faut-il que le Général le sache; il croit que vous sacrifierez à cet air militaire vos fortunes, votre tranquillité. Mon caractère est d'être franc, permettez que je vous parle comme je pense.

Sans doute, rien n'est si respectable qu'une épaulette de Colonel, de Lieutenant-Colonel; d'Officier; mais comme tout gît dans

l'imagination, que les choses n'ont de valeur qu'autant qu'elles coutent à se les procurer, elles perdent tout leur prix, quand elles sont communes au point que tout le monde peut les avoir; ainsi vos épaulettes n'annoncent point des Officiers consommés dans la Tactique. Cependant vous êtes de parfaits honnêtes Citoyens; nos malheurs vous sont communs; vous avez la force en main, vous pourriez jouir de la plus haute considération et vous immortaliser; c'est ce que je vais essayer de vous prouver. Mais je veux avant, vous démontrer, de la manière la plus claire, que vous sacrifiez tout pour servir des gens qui, s'ils le pouvoient, vous immoleroient tous, pour satisfaire leur haine ou leur cupidité!

Vous venez de voir que l'Assemblée nationale n'a prouvé, dans aucun de ses décrets, qu'elle avoit en vue le soulagement des Peuples; qu'elle vouloit au contraire les plonger dans le plus affreux désespoir; il me reste à vous parler du dernier qu'elle a prononcé contre la Noblesse; comme il vous est plus direct qu'au reste de la Nation, il doit ici trouver sa place.

Où seroit l'avantage, pour le Peuple, qu'il

n'y ait plus de Nobles, de Barons, de Marquis, de Ducs, de Princes? Le paysan en seroit-il moins paysan? Le savetier, moins savetier? Ils le seront tout de même; ils n'ont point gagné de rang dans cette réforme. En seront-ils plus riches? Ils en seront plus pauvres; c'est ce que vous allez bientôt voir. Il est donc évident que ceux qui ont rendu ce décret, ne l'ont fait que pour montrer aux yeux de tous, quel étoit leur acharnement à persécuter un corps qu'ils détestent souverainement, parce qu'ils sont indignes de jamais y entrer. Ne pouvant s'élever plus haut qu'ils ne sont, ils veulent mettre tout au-dessous deux, afin de dominer toujours. Est-ce là l'esprit de leurs cahiers? Un Sénat, qui ne sait pas dissimuler sa haine et sa jalousie, est-il fait pour représenter une Nation entière, pour lui donner des lois? Que peut-on attendre des lois que la haine aura dictées, le fer d'une main, la flâme de l'autre?

Ils citent toujours les Grècs, toujours cette fameuse Athènes; " mais quoique dans les villes Grecques où le gouvernement démocratique étoit en vigueur, tous les Citoyens fussent égaux, par rapport à l'au-

torité publique ; on ne laissoit pas de distinguer les hommes nobles d'origine, comme il paroît par tous les Historiens qui ont eu occasion de parler d'eux „. (Note de Diodore de Sicile, livre 12, page 255.) Vous voyez donc qu'ils ne prennent, des Nations les plus éclairées, que les traits qu'ils peuvent défigurer, ou ceux qu'ils peuvent interpréter de la manière la plus analogue à leur férocité.

Enfin, par ce décret, que gagné vous? Rien. Je vois au contraire que vingt mille ouvriers, qui n'avoient d'autre état que celui de faire du galon de livrée ou des armoiries, sont réduits à l'aumôme, ainsi que tant d'autres qui y ont été condamnés par la suite de tous ces beaux décrets. Mais prenez bien garde! si tout le monde demande la charité, personne ne pourra la faire.

Non seulement cette quantité d'ouvriers sont en souffrance, mais encore les marchands de soie ; puisque tous ces galons, ou à-peu-près, étoient fabriqués avec cette matière. Vous ne devez donc pas applaudir à ce décret ; car vous êtes tous ouvriers ou marchands ; si vous souffrez que l'on

persécute les classes qui consomment le plus chez vous, votre commerce sera ruïné, votre ville sera désert.

N'est-il pas vrai que vous ne devez la grande opulence dont vous jouissez depuis que les arts, les talens, les modes sont à leur plus haut point de perfection, qu'au séjour des Rois dans votre Capitale, et au concours d'étrangers qui y arrivent de toutes parts? Si vous retenez votre Roi dans les fers, personne ne sera curieux de venir à Paris, pour voir une prison dans le lieu où l'on voyoit autresfois la Cour la plus brillante de l'Europe. Si vous ôtez le luxe à la Noblesse, tous ceux qui n'étoient point Nobles et qui vouloient le paroître par leurs dépenses, n'ayant plus cet exemple sous leurs yeux, ne voudront pas afficher une ostentation qui paroîtroit alors ridicule, n'ayant plus le prétexte de dire que, tous les hommes étant égaux, personne ne doit les effacer, du moins par les choses purement de goût.

Si vous persécutez la Noblesse, comment voulez-vous que les étrangers viennent chez vous? Vous savez qu'ils sont eux-mêmes presque tous Nobles; ce sont ordinairement

les grands Seigneurs, les Princes, les Rois, qui viennent à Paris faire beaucoup de dépenses. Quand ils sauront que la Noblesse n'y est vue qu'avec horreur, certainement ils n'y viendront pas, afin de ne point s'exposer à être eux-mêmes insultés ; d'ailleurs, rien ne pourra plus les y attirer. Vous conviendrez que ni votre climat ni la fertilité de votre sol ne suffiront pas pour engager les gens riches à porter leur fortune chez vous. Votre ville sera donc déserte ; alors vous serez obligés de déserter aussi ; voilà donc la première ville du monde, qui tombera d'elle-même sous ses propres ruines. Mais dans quelques milliers d'années ; on viendra voir la place où elle exista, et si le tems a respecté quelques débris d'architecture, on les dissinera, on levera le plan de ces antiques monumens, comme on l'a fait en Egypte, pout montrer aux hommes la révolution des Empires.

Vous me direz peut-être que les abus étoient si grands, le gouvernement si corrompu, qu'il falloit en venir où nous sommes. Ah! Français, quelle horrible blasphême ! sans doute les abus étoient énormes ; il y en avoit de tous les genres, il y en avoit par-tout ;

(*ils étoient tous à l'avantage de Paris*). Mais trouverez-vous un seul individu dans le Royaume, qui ne fît des vœux pour les voir tous extirper? Il n'y en avoit pas. Ils vouloient tous se prêter à la régénération de l'Etat. Il étoit donc facile de l'opérer; mais vous n'en trouverez pas un, excepté des brigands payés, qui applaudissent aux moyens qu'on a pris. Ils font horreur, non seulement aux Français, mais encore à toutes les Nations policées.

Je conviens qu'il falloit une faulx tranchante, des mains sures pour la manier, afin de détruire ces abus jusques dans leurs moindres racines. Il falloit encore des ames fermes, des cœurs incorruptibles, pour les prendre par-tout où ils étoient, et ne pas se laisser séduire pour en laisser subsiter un seul.

Le Roi, sans contredit, le meilleur des Rois, a senti cette nécessité; il a senti aussi qu'il n'auroit pas assez de force à lui seul, pour y parfaitement réussir. Il appelle auprès de lui toute la Nation par ses Représentans. Il se met lui-même entre leurs mains; il leur fait part de ses projets; il leur dit: ,, je m'abandonne à vous; ne ménagez point mes intérêts, je les sacrifie tous; rendez mes peuples heureux; c'est le seul moyen, pour que je puisse

l'être moi-même. ,, Eh bien, Français! que pouviez-vous attendre de plus? L'Histoire fournit-elle un exemple aussi généreux? Et c'est pour un tel bienfait, bienfait à jamais inoui, que vous détrônez ce Roi! que vous le traînez captif dans votre Ville! que vous le chargez de fers! que vous voulez égorger sa femme dans ses bras! que vous l'entourez lui-même d'assassins! Il ne respire pas un quart-d'heure, sans voir la mort près de lui! s'il veut l'éviter, il la retrouve encore; il n'a plus d'asyle dans son Empire! Français, si vous persistez dans votre crime, l'enfer est le seul séjour digne de vous.

L'Assemblée pouvoit donc se couvrir de gloire, s'immortaliser à jamais en faisant le bonheur de la Nation; il n'y avoit plus d'obstacles, ils étoient tous levés. Elle se couvre d'infamie, elle accumule sur nos têtes des maux que des siècles auront de la peine à réparer, si nous différons d'en interrrompre le cours. Elle ose encore avancer, après tant d'horreurs, au milieu de tant de scènes dégoutantes et scandaleuses, qu'on lui doit de la considération. On lui doit le plus souverain mépris; elle sera toujours l'opprobre du genre humain.

Une grande preuve que l'Assemblée n'a que de funestes desseins, que même elle s'occupe peu de nous les cacher, qu'elle est viciée jusques dans le cœur; c'est la conduite qu'elle tient au sujet de l'exécrable affaire du 5 au 6 Octobre 1789, (dont la postérité la plus reculée rougira pour nous.) Plusieurs de ses Membres sont inculpés; les preuves en sont évidentes. Elle a décrété que les Lois n'exceptent personne; *mais aujourd'hui elle se déclare inviolable.* Elle a décrété que le pouvoir législatif n'avoit pas la faculté de juger; elle établit un Tribunal, (qu'elle croit devoir entrer dans ses vues,) pour connoître des crimesde lèze-nation. Ce Tribunal, pour lui plaire une première fois, s'est souillé d'un crime dont il ne se lavera jamais; il se repent aujourd'hui; il a des remords; il veut devenir juste, quoiqu'il n'ose prononcer sans la permission de l'Assemblée, il vient respectueusement l'avertir qu'elle nourrit dans son sein des monstres sanguinaires. L'Assemblée défend toute poursuite; plusieurs de ses Membres ont la criminelle audace de trouver l'action belle, disant qu'on lui doit la Révolution. La Commune de Paris lui prodigue aussi des éloges. L'affaire reste sus-

pendue ; on fait tout ce qu'on peut pour soustraire les pièces du procès ; on voue le Tribunal à la fureur des brigands ; on le supprime enfin, ainsi que toutes les Cours de Justice, pour que l'affaire n'ait plus de suite, quand toute l'Assemblée reste souillée du crime ; car c'est envain qu'on voudroit s'abuser ; s'il est impuni, tous le partagent ; ou bien il faut que ceux, qui n'y ont point participé, se retirent.

Eh bien ! Parisiens, n'ouvrirez-vous pas les yeux ? Le crime de lèze-Majesté, qui de tous les tems fut le crime le plus affreux, est donc aujourd'hui la plus grande des vertus ! et si l'on est seulement soupçonné de vouloir briser les fers du Roi, de vouloir l'arracher à ses assasins, on est accusé du crime de lèze-Nation, (*crime absolument chimérique*,) on est conduit au supplice... et vous y donnez la main !

Vos ames ne sont point faites pour le crime ; et, par condescendance, vous devenez criminels ! quel est donc votre aveuglement ? Faut-il que vos malheurs s'accroissent encore pour vous faire rentrer dans les sentiers de l'honneur ? Ah ! si vous n'y prenez garde, ils viendront au point que vous ne pourrez plus les réparer.

Que signifie ce crime de lèze-Nation? L'a-t-on défini? Y a-t-il quelque peine prononcée pour le punir? Qui pourra donc s'en garantir? Quoi! nous avions des Lois; elles ne sont point abrogées, on n'en a point fait de nouvelles; et l'insurrection est le plus saint des devoirs? et demain, l'insurrection à cette insurrection est un crime de lèze-Nation, qui doit-être puni de mort! sans en avoir prévenu la Nation! C'est donc un brigandage abominable? C'est donc la Loi du plus fort? Il n'y a plus ni honneur, ni principes. Il n'y a plus de sûreté pour les honnêtes gens; il vaudroit cent fois mieux être enfoncé dans les forêts de l'Afrique, au milieu des lions et des tygres dévorans, que de rester parmi vous.

L'Assemblée pouvoit s'immortaliser par des Règlemens sages, par des réformes bien entendues. Elle pouvoit, par de terribles exemples, assurer à la France des Ministres intègres. Elle en avoit plusieurs à punir; il falloit être avec eux sans nulle espèce de pitié, l'Univers eut applaudi. Elle avoit de grands abus à réformer dans la Magistrature; elle avoit toute autorité; elle auroit pu lui remettre le bandeau que Thémis portoit tou-

jours. On eût béni le ciel de nous avoir donné de tels Législateurs. Nous avions d'excellens Magistrats, nous en avions de mauvais : il falloit expulser ceux-ci ; et des autres, composer un Sénat auguste, qui auroit été la puissance intermédiaire entre la Conr et le Peuple, qui auroit enfin représenté la Nation. On auroit pu, si l'on l'avoit cru nécessaire, établir que, tous les quatre ou cinq ans, il soit élu, par Province, trois ou quatre Représentans des plus intègres et des plus instruits, pour former un Tribunal qui auroit siégé six mois, pour examiner la conduite de tous les Magistrats du Royaume. C'eût été le vrai moyen de maintenir tout le monde dans les bornes du devoir, puisqu'il n'y auroit jamais eu de Supérieur, qui n'en eût reconnu quelqu'autre au-dessus ; le Roi auroit toujours conservé sa puissance, avec l'heureuse impossibilité de jamais pouvoir en abuser ; la Nation étant toujours dans le cas de lui faire connoître son vœu.

Parisiens ! l'orage gronde sur vos têtes ; il est prêt à fondre sur vous ; il est encore tems de vous en garantir. Les Provinces sont persuadées que vous avez le projet de dominer sur tout le Royaume ; et toutes savent que

vous n'existez que par elles. Si l'une d'elles vous refusoit ses secours, vous seriez en souffrance, et toutes peuvent se passer de vous. Plusieurs Villes se sont déjà fédérées, pour repousser les entreprises que vous pourriez faire. Les Soldats même que vous avez corrompus abandonnent vos Districts, et rentrent sous leurs drapeaux. Ils y portent un cœur repentant ; ils apprennent à leurs camarade quelle est la situation du Roi, et combien peu il l'avoit méritée. Croyez qu'un grand pécheur, qui fait pénitence, fait plus de conversions en un jour, qu'un Saint qui a vécu toute sa vie sans reproche, n'en fait dans plusieurs années.

Vous avez encore tous les Députés des Provinces, qui sont venus à la fédération du 14 Juillet, qui s'en sont retournés le cœur navré de tout ce dont ils ont été témoins. Ils ont conçu le plus souverain mépris pour l'Assemblée ; ils ont été indignés de voir le Roi dans les fers. Le tableau qu'ils ont fait chez eux de tout ce qu'ils ont vu, n'est nullement en votre faveur.

Toutes les Puissances de l'Europe sont blessées par les Décrets de l'Asemblée ; elles ont toutes des traités avec la France, et toutes

les ont respectivement garantis. Vous n'ignorez pas qu'elles ont déjà fait des démarches, pour savoir si nous les tiendrons. Le Roi, dans les fers, ne peut en donner la solution. Que devez-vous donc attendre? de voir toute l'Europe armée.

Vous croyez que la frénésie, dans laquelle vous êtes, doit plaire à tous les peuples! que l'Univers va changer de face! Vous vous trompez. Toutes les Nations sont indignées; elles se garantissent de vous, comme de pestiférés; elles craignent votre contagion. Les Français sont en horreur par-tout; par-tout ils sont chassés, ou conduits à l'échaffaut, excepté ceux que vous avez proscrits, parce qu'on voit bien qu'ils ne pensent pas comme vous. Enfin, songez que les malheurs de notre Monarque sont devenus la cause commune de tous les Rois; qu'ils doivent la venger, ou renoncer à leur sceptre.

Vous savez vous-mêmes, et c'est un instinct de la nature, que tous les hommes cherchent venger un outrage, non-seulement fait à leur personne, mais encore à leurs amis, à leurs parens. Quelle est la femme dans le monde, dans quelque classe que ce puisse être, qui ait jamais été plus grièvement offensée que notre

Souveraine, qui le fut, qui l'est encore chaque jour, de la maniere la plus révoltante, et qui dégoûte le plus, au milieu d'une armée de quarante mille hommes qui affecte de la garder, pour lui prouver son amour, et la préserver de tout danger ? Parisiens ! ce tableau porte l'effroi jusqu'au fond de l'ame.... Songez que cette Reine est la sœur d'un Souverain qui commande une armée de 400 mille hommes effectifs des meilleurs troupes du monde, et dont il est adoré. Cette armée est à vos portes, ou elle peut y arriver dans quinze jours. Cette armée, une fois en France, seroit en un jour portée plus qu'au quadruple, par tous les Français mécontens.... Parisiens ! ce Souverain si redoutable chérit sa sœur. Il plaint ses malheurs; il respecte son grand courage ét ses rares vertus ! mais la méprisât-il, la haïroit-il à la mort, il doit la venger, ou sa gloire seroit flétrie. Voilà votre position ; voilà l'état où vous a réduit votre stupide crédulité, dans une Assemblée qui n'est composée que de brigands, ou de gens si foibles, qu'il vaudroit mieux qu'ils n'y fussent pas.

Vous convenez tous que la France éprouve des maux qu'elle n'éprouva jamais. Vous donneriez

donneriez la moitié de vos biens pour revenir au point où vous étiez avant la tenue des Etats ; mais vous craignez la contre-révolution, dites-vous. Vous croyez qu'elle seroit cent fois plus affreuse que la révolution même ; qu'on ne verroit, dans tout le Royaume, que des ruisseaux de sang. Mais si je vous disois que vous n'en verseriez pas une goute ! si je vous le prouvois ! s'il ne vous en coûtoit rien ! rentreriez-vous dans le devoir?... Je vais l'essayer.

Il faut d'abord vous dire que la contre-révolution est déjà faite dans tous les esprits, chez les honnêtes gens qui ont quelque état, ou quelque possession ; que la révolution n'a jamais eu lieu chez les paysans honnêtes de la campagne, qui n'ont que leurs bras pour gagner leur vie. Ils ne savent rien ; ils n'entendent rien à ce qu'on leur dit, lorsqu'on leur en parle. Je l'ai vu par moi-même dans plusieurs Provinces.

Vous avez dans l'Assemblée Nationale tout ce qu'on appelle le côté droit, qui fait les vœux les plus ardens pour le rétablissement de l'ordre et de la Monarchie. Une très-grande partie du côté gauche, (qui s'est ainsi qualifié lui-même, et dont tous les décrets don-

nent à gauche) ne demande pas mieux que de revoir le Roi sur son trône, quoi qu'elle donne toujours sa voix contre ; mais c'est parce qu'elle se trouve placée de ce côté , qu'elle croit devoir y rester , ou qu'elle n'ose , ou n'a pas l'esprit d'en sortir. Vous n'avez donc plus que les enragés ; et si vous en faisiez pendre seulement une trentaine des plus scélérats , tout le reste rentreroit dans l'ordre. Vous avez encore les brigands soudoyés par ceux de l'Assemblée. Il n'y en a peut-être pas dix mille dans tout le Royaume. Le départ de M. Necker en a même diminué le nombre. Vous avez bien encore tous ces faiseurs de motions au Palais Royal , que je comprends dans les dix mille brigands. Or , vous conviendrez que cela n'est pas bien redoutable , sur-tout quand ils ne sont pas armés. Ils ne le sont nulle part. Vous conviendrez aussi que ce n'est pas répandre le sang , que de verser celui des scélérats ! c'est au contraire l'épurer. . .

Je vous dirai bien plus , tous ces enragés qui nous font tant de mal , ne savent plus eux-mêmes où donner de la tête. Ils savent très-bien que des potences sont dressées dans leurs Provinces, pour leur faire subir le juste

châtiment dû à leurs forfaits. Ils n'oseroient y revenir. Ils embrouillent si fort toutes les affaires, qu'ils voient bien qu'ils renverseront eux-mêmes leur édifice, et n'ont d'autre espoir que de se sauver à travers tout cet horrible fracas. Alors l'ordre renaîtra de la confusion même, mais lentement, tant la secousse aura été violente. La honte vous restera, quand vous auriez pu vous couvrir d'une gloire immortelle.

Pensez aussi que, dans les choses actuelles, la Banqueroute paroît inévitable. Tous les malheurs qu'elle entrainera rejailliront particulièrement sur Paris. Les Provinces en souffriront peu. Vous ne devez pas attendre qu'elles partagent votre infortune ; vous les avez toutes pour rivales, leurs richesses venant toutes s'engloutir chez vous. Prévenez donc, croyez-moi, cette affreuse catastrophe.

Votre Maire et votre Commandant Général ne se laveront jamais d'avoir fait leur Roi captif. Ils seront entachés d'une manière odieuse aux yeux de la postérité la plus reculée ; l'un, d'avoir cherché le repos dans les bras du sommeil, quand il avoit laissé son maître entouré d'assassins ; un héros

ne dort pas, quand le crime veille si près d'un trône qu'il prétend défendre. L'autre, d'avoir dit insolemment au Monarque qu'il charge de fers : " nous nous glorifions de „ vous avoir conquis. „ Voilà cependant ceux que vous défendez, et de qui vous recevez des lois. Je vous le répète, ils n'ont pas l'art de commander; ils n'ont jamais su obéir; ils vous plongeront dans des malheurs affreux.

N'est-il pas abominable qu'il y ait dans Paris une armée de près de quarante mille hommes, composée de Grenadiers, de Chasseurs, de Cavalerie, jusqu'à des Sapeurs, une Artillerie même des plus formidable; et que des brigands épars (sans arme quelconque) insultent impunément tous les honnêtes gens ! N'est-il pas ridicule et deshonorant pour les chefs, que cette armée souffre des attroupemens qui dans aucun tems ne doivent être permis ; et qu'au milieu d'elle, on fasse des motions incendiaires ; que des Colporteurs crient à ses oreilles des libelles infâmes qu'un ennemi ne souffriroit pas contre son ennemi ; que l'on chante dans tous les coins des rues des chansons à faire dresser le cheveux sur la tête, afin d'exciter de plus

en plus le Peuple contre cette portion de Citoyens qui le nourrit; et qu'on fasse venir à grands frais toute la Nation par ses Députés, pour se fédérer et jurer fur les autels, à la face de l'Eternel, une fraternité inviolable? c'est outrager à-la-fois et la Divinité et son ouvrage.

Vous voyez donc que votre Général, en vous rassemblant en corps d'armée, n'a d'autre objet que de satisfaire son orgueil, son ambition, et que l'amour du bien n'y entre pour rien. S'il vous tient continuellement sous les armes; s'il vous fait arpenter chaque jour toutes les rues de Paris; s'il vous passe en revue sans cesse; c'est pour qu'on parle de lui, qu'on s'occupe de lui. Il ne veut pas que le Roi ait des troupes; il voudroit les corrompre. Comment justifiera-t-il l'envoi qu'il a fait de ses Aides-de-camp à Nanci? Est-il le Chef de toutes les Milices du Royaume? Il veut seul avoir dans sa main toutes les forces de l'Etat. Ses intentions sont-elles pures? Je ne prononce pas; mais s'il n'a pas de mauvaises intentions, il prouve à tous qu'il ne sait pas commander.

Après vous avoir fait connoître les inconvéniens de votre conduite, il faut vous don-

ner des moyens aisés de prévenir la ruine totale de votre Ville, de rétablir vos fortunes, de recouvrer la considération que vous avez perdue, et même de vous immortaliser par la plus belle de toutes les actions.

Vos cœurs ne sont pas encore corrompus. Vous êtes même généralement bons. Votre Roi l'est au suprême dégré. Revenez donc sur vos pas. Ce n'est pas une honte que de se rétracter, quand on s'est trop avancé. Il y a des retraites infiniment plus glorieuses, que de certaines victoires. Remerciez votre Général. Vous ne feriez jamais rien avec lui; et si vous savez réparer vos torts, lui seul paroîtra les avoir eus tous.

Vous avez donné l'exemple de la révolte, sans jamais avoir eu l'intention d'être des révoltés; et, par un inconcevable fatalité, tout le Royaume l'a suivi. Oh! combien sont coupables les Chefs de cette sédition! Ceux-là seuls ne doivent point trouver grace. L'Univers les a condamnés, la postérité ne leur pardonnera jamais.

Rendez à votre Roi toute sa puissance, elle vous devient nécessaire. Rappelez ses Gardes-du-Corps, pour veiller à la sûreté de sa personne. C'est en vain que vous vous

flatteriez de le garder toujours. Tôt ou tard les choses reprendront leur ancienne forme. Elles ne peuvent subsister telles qu'elles sont; et si elles reviennent sans vous, comment la Majesté Royale pourra-t-elle oublier les traitemens infâmes qu'elle a reçus dans votre Ville, autrefois nommée la bonne Ville de Paris, pour l'amour qu'elle portoit à ses Rois; au lieu qu'on dira que vous n'étiez qu'égarés, et que vous êtes rentrés dans la bonne voie, dès qu'on vous l'a montrée.

Ne vous abusez point; les Français ne sont point organisés pour se gouverner eux-mêmes; il leur faut un Maître, qui seul les gouverne tous. Ce Maître dort maintenant; mais craignez qu'à son réveil il ne se venge des outrages qu'il a reçus. Quand il voudra des défenseurs, il en trouvera, n'en doutez pas. Les Rois n'en ont jamais manqué. Direz-vous que Louis XVI est trop bon, ou trop foible, pour jamais vous faire sentir le poids de sa vengeance? Cela se peut; mais il ne lui faut qu'un grand homme, pour devenir le plus grand Monarque de la terre. Croyez-vous que cet homme, ne se trouvera pas? Son étoile malheureuse a voulu qu'il ne se trouvât pas encore. Mais il faudroit que nous

fussions bien abandonnés du Ciel, si, dans tout le Royaume, il ne s'en trouvoit pas un seul. Je crois qu'il existe; et s'il paroît une fois, vous avez à redouter un despotisme bien plus absolu que celui que vous prétendez avoir détruit. Tout nous y mène à grands pas. Les malheurs procurent l'indépendance; de l'indépendance, on tombe dans l'anarchie; et de celle-ci, l'on revient sous le joug du plus cruel despotisme. Voilà les gradations; et vous avez donné de terribles leçons des moyens qu'il faut prendre pour se faire obéir.

Revenez donc, mes chers amis, prévenez l'orage qui s'accumule sur vos têtes; la foudre en éclats est prête à tomber. Vous pouvez tout dissiper; vous avez été séduits; vous étiez dans l'erreur. On vous éclaire; vous revenez, vous n'êtes plus coupables. Vous ne le fûtes jamais. Vos infâmes séducteurs, seuls, le sont; ils méritent la mort, quand vous méritez l'amour de votre Roi.

Si vous rentrez aujourd'hui dans le devoir, vous vous assurez une reconnoissance éternelle de la part du Roi, et vous vous couvrez de gloire aux yeux de toutes les Nations qui vous admireront. Vous donnerez l'exemple

à toutes les Provinces, qui s'empresseront de le suivre. Vous le donnerez à l'armée qui n'attend que l'occasion de prouver son repentir. Vous ferez rougir ces Officiers traitres à leur Roi, à leur Patrie, et qui ne valent pas les Soldats qu'ils ont corrompus. C'est le poignard dans le cœur, que je fais ce fatal aveu. Oui, mes amis, il y a des traitres parmi les Officiers. Ils sont à la solde du Roi, ils lui ont fait serment de fidélité; et ils ont l'infâmie de le trahir! Je l'ai vu dans les Régimens mêmes qui sont restés intactes. Ces êtres sont cent fois plus méprisables que les brigands que l'on paye pour aller ravager les Provinces; puisqu'ils étoient nés pour avoir de l'élévation dans l'ame, et qu'ils sont assez bas pour se déshonorer. Le tems viendra, que ceux-là ne trouveront point grace; ils seront honteusement chassés. Heureusement le nombre en est très-petit. Mais, mes amis, j'ai vu aussi ce Corps en général si respectable; ces braves Officiers, je les ai vus gémir sur les malheurs de l'Etat. J'ai vu ces héros dans la douleur amère de sentir dans leurs veines circuler un sang qu'ils brûlent de répandre et qu'on veut rendre inutile. Ils sont prêts à le verser jusqu'à la

dernière goute pour le bonheur de la France, et pour rétablir leur Roi sur son trône. Dites un mot, et toute la gloire est pour vous. Ces illustres guerriers n'en seront point jaloux.

Ne croyez pas que tous ces Officiers, pensant si noblement, soyent tous de l'ordre de la Noblesse; il y en a beaucoup du Tiers, comme il y a des Nobles qui pensent indignement; la naissance ne donne pas toujours les vertus que l'on doit avoir; ces exemples sont aujourd'hui fréquens dans l'Assemblée; vous y en voyez qui paroissoient faits pour les premières dignités du monde, et qui sont plus vils que des crocheteurs; il y en a même dans cette classe qui leur donneroient des leçons de sentimens; je prétends plus; je dis, que dans la circonstance actuelle, il n'est pas nécessaire d'être Noble, ou du Clergé, pour trouver odieux tout ce qui se fait; il suffit d'être honnête-homme; les scélérats seuls, ou des ames horriblement crapuleuses, peuvent applaudir aux décrets de l'Assemblée. Mais un jour viendra, et ce jour ne tardera pas à paroître, que toutes les portes leur seront fermées; que personne ne

voudra se trouver avec eux; ils porteront le deshonneur partout où ils se trouveront.

Si votre intention est de rentrer dans l'obéissance que vous devez à votre Roi; que vous veuilliez faire cesser les maux qui nous affligent depuis si long-tems; que vous croyez avoir besoin de moi pour l'exécution du projet que je vous propose; je vous offre mes services; je me montrerai dès que vous le désirez. Ne croyez pas que mon ambition soit de vous commander, pour être à la tête d'une armée, et pour jouir d'un traitement considérable. J'ai commandé dans ma vie; mes services sont connus; mais je ne tiens point au commandement. Choisissez un chef digne de vous; je me ferai un devoir de lui obéir; je ne veux que le bien: quant aux appointemens, je ne veux pas un écu; tant je trouve ridicule que, dans un tems de calamité, le Général en ait de très-considérables à la tête d'une armée non soldée. Je sais qu'il y a quelques Soldats payés; ceux-là ne peuvent faire autrement, et l'on ne peut les regarder dans cette occasion que comme auxiliaires.

Si vous voulez que je commande, je ne

l'accepterai que pour le tems nécessaire à l'exécution du projet; je me démettrai ensuite. J'exige encore d'être obéi. Telles sont mes conditions; et je vous promets que le sang ne sera point répandu; les seuls brigands seront punis, s'ils se mettent dans le cas de l'être.

Nous obtiendrons du Roi, la pleine et entière exécution de la promesse qu'il a faite dans sa séance Royale du 23 Juin 1788; et nous serons heureux.

Tous les abus de la cour resteront supprimés; ce qu'on appelle les grands Seigneurs, s'estimeront trop heureux d'être circonscrits dans des bornes honnêtes, d'après la terrible leçon qu'ils viennent de recevoir; ceux qui, dans cette circonstance se sont déshonorés, en seront exclus pour jamais.

La circonstance est aussi très-heureuse pour faire rentrer dans le devoir le Clergé, la Noblesse et les Parlemens; ils seront trop heureux d'avoir des vertus pour conserver leur état; et, je vous le répète, jamais moment ne fut plus beau pour régénérer réellement l'Etat. Tout le monde a ressenti la secousse violente; tout le monde a reconnu ses torts;

tous voudront les réparer, si vous n'en profitez pas! Le désespoir s'emparera de toutes les ames; et c'est alors qu'on ne voira que des embrasemens, et des flots de sang; voyez donc le grand rôle que vous pouvez jouer, en prevenant tous ces malheurs.

La banqueroute n'aura point lieu, j'en ai des garans certains; je vous ferai part des vues que j'ai pour rétablir la confiance publique, la circulation des espèces, et l'entière extinction des assignats qui finiroient par faire disparoître tout le numéraire du Royaume, qu'on n'évalue pas fort au-dessus de la somme, pour laquelle ils en veulent créer, afin de faire leur fortune et de vous ruiner tous; ils ne savent même pas le dissimuler, car ils prennent de toutes mains lorsqu'ils ôtent l'existence à tout le monde.

Enfin, je vous le répete, si mes services vous sont agréables je vous les offre; mais pour que je puisse y croire, faites le annoncer par le Rédacteur de l'Ami du Roi, les continuateurs de Fréron; remerciez votre Général; dissipez par vos soins tous les attroupemens dans Paris; empêchez les motions du Palais-royal, ainsi que le débit

de tous ces infâmes libelles, et priés M. le Comte d'Affri, Colonel du régiment des gardes-Suisses, de vouloir bien se mettre à votre tête; je serai bientôt parmi vous, content de commander sous un tel chef, et vous verrez ce qu'on peut faire avec des vertus! notre cause sera juste, le ciel la bénira.

Vous, Noblesse Française, connoissez la pureté de mes sentimens, vous venez de les voir; si je ne suis pas assez heureux pour persuader cette partie de la Nation à laquelle je m'adresse, pour rétablir l'ordre dans le Royaume, notre Roi sur son Trône dans la plénitude de tous ses droits, joignez vous à moi, nous ferons à nous seuls ce grand ouvrage, et toujours sans effusion de sang. Mon cœur répugne à le répandre; c'est à l'Assemblée, c'est à ses vautours dévorans, qu'il est réservé de s'en abreuver sans cesse, sans jamais étancher leur brûlante soif. Quant à moi, je voudrois, s'il se peut, empêcher qu'on en verse une goute ce ne sera que du mien dont je ne serai point avare. Puisse-t-il suffire au bonheur des Français.

J'avoue que je ne comprends pas com-

ment une Noblesse qui, tant de fois, a donné des preuves de son amour pour ses Rois; qui, tant de fois, a versé son sang pour la gloire d'un Empire qu'elle même à fondé; qui, tant de fois, a prouvé que ces héros si vantés de la Grèce n'auroient jamais pû faire les actions qu'elle même a faites, reste aujourd'hui dans une apathie honteuse. Oui, Messieurs, souffrez que je vous le dise, la Noblesse Française se déshonore par son inaction.

Quoi! chacun individuellement, vous ne souffririez pas la plus légère offense! Et quand on vous offense tous, nul n'est insulté? Vous préféreriez la mort à la plus petite tache qui souilleroit votre vie; et tous en corps, vous souffririez qu'on vous traite comme les derniers des humains; tous ont droit de vous insulter, vous n'osez pas en tirer vengeance! Mais comment faire, me dites-vous nous ne sommes pas les plus forts; si vous ne l'êtes pas, sachez donc mourir; laissez à la postérité des noms glorieux; si vous restez dans l'état où vous êtes, on rougira de vous devoir le jour.

Peut-être, me direz-vous encore, mais

les Rois que nous avons si bien servis, se montroient eux-mêmes ; ils payoient de leur personne. Celui que nous avons maintenant, bien loin de nous approuver si nous faisions quelque entreprise pour le remettre sur son Trône, nous abandonneroit ; il désavoueroit tout ce que nous aurions fait pour lui. Eh bien, ne le consultez pas ; rétablissez le tel qu'il doit être ; ensuite portez vos têtes à ses pieds ; dites lui: ,, Sire, voyez ce que nous avons fait ; êtes vous fâché d'être le premier Roi du monde? ,, Vous le verrez, épanchant son cœur sur vous, vous dire : ,, Mes amis, je n'oublirai jamais ce que je vous dois ; vous seuls, êtes les vrais soutiens du Trône ; sans vous, il ne peut exister. Vous avez vû ma déplorable position : combien de fois n'aurois-je pas voulu implorer votre secours! Mais j'étois forcé de paroître même condamner tout ce que vous auriez entrepris pour moi. Les ridicules décrets que j'ai sanctionnés vous le démontrent assez ; soyez toujours mes amis, je suis le vôtre ; je vous dois ce que je suis, ne m'abandonnez pas. Avec vous je puis tout ; sans vous, je ne suis, ni ne peux rien. " Enfin, si vous ne faites rien pour lui, faites

tout

tout pour le Roi de France, faites tout pour la Monarchie qui vous appartient

Le Roi n'est pas le maître de dégrader son Empire ; il a la faculté de l'embélir, d'augmenter sa puissance, ou d'abdiquer la couronne s'il le veut ; mais il ne peut rien de plus ; l'empire est à son successeur de mâle en mâle, le plus près du Trône, toujours du sang de nos Rois, et s'il vient a s'éteindre, cet empire nous appartient ; tout François alors a le droit d'y prétendre ; mais nul ne peut le détruire. C'est donc votre bien, votre honneur, votre gloire qu'il faut défendre, et soyez surs que l'entreprise n'est pas au-dessus de vos forces.

N'avons-nous pas vû souvent la France agitée? N'avons-nous pas vû la Noblesse persécutée? Nous l'avons vû ; mais dès qu'une poignée de Gentilshommes se sont rassemblés, ils ont détruit des armées innombrables de paysans, lesquelles armées ne duroient jamais plus d'un jour. Vous venez de le voir à Nancy, avec cette différence encore, que c'étoit des troupes réglées, dans une Ville, contre un nombre égal d'autres troupes réglées, dans la campagne ; celles-ci avoient leurs Officiers, les autres n'en

avoient pas ; elles ont été absolument détruites en trois heures de tems ? Qu'attendez-vous donc pour vous rassembler ? Vous n'avez pas de Chef, dites-vous ; et chosissez-en un. Ne fussiez-vous que cinquante ; donnez le commandement à celui que vous croirez le plus digne. Voyagez ensemble dans les Provinces. Evitez les lieux que vous croirez les plus mutins. Appellez tous les mécontens, de toutes les classes, qui voudront se joindre à vous ; vous aurez bientôt une armée des plus formidables, car ce nombre s'augmente chaque jour. Alors vous élirez un Chef pour vous commander tous.

Les Gardes-du-corps du Roi, ceux de Monsieur, ceux de Monseigneur le Comte d'Artois, suffiroient seuls, s'ils étoient réunis, pour faire trembler tous les brigands du Royaume ; et je mets en fait que, si douze cens Gentilhommes étoient à cheval, dans une plaine quelconque, fut-ce à deux cens lieues de Paris, qu'elles feroient trembler l'Assemblée nationale, et tous ses adhérens, qui ne sont insolens que par notre dégradante timidité.

Je n'ai point l'ambition de commander, ni de me faire un parti ; j'ai celle de faire

le bien, et de mourir quand il sera fait. Si seulement deux cens braves Citoyens, *Royalistes comme je le suis*, approuvent mon projet, qu'ils s'assemblent, que j'en sois instruit, et j'irai les joindre; notre parti sera bientôt redoutable, j'aurai dans peu tous les Régimens restés fidèles au Roi. Je sais ce qu'il faut pour les avoir tous; mais c'est mon secret; je ne puis le dire; si je le rendois public, il ne vaudroit plus rien. Tout ce que je dirai, c'est que j'ai vu quantité de garnisons; je connois l'esprit du Soldat; il est meilleur qu'on ne pense; ils n'attendent que le signal; mais comment veut-on que ces braves gens que l'on cherche tant à séduire, et par tant de moyens, depuis si long-tems, résistent toujours, quand ils voient que même des Officiers sont corrompus, et que personne ne s'occupent d'eux?

Ils se croient abandonnés; ils croient qu'ils ne seront plus nécessaires, qu'ils ne seront rien; tout est avili; tout est détruit; prévenez donc de plus grands malheurs; profitez des instans, ils sont précieux.

J'entends dire, dès le commencement de la Révolution, il n'est plus tems, on le dit toujours, et tous les jours on voit qu'on l'au-

roit pû la veille ; mais si le tems se passe, que l'on differe toujours, il est bien certain qu'à la fin il ne sera plus tems ; et je soutiens qu'on ne tient ce propos que par un principe de lâcheté. Si l'on m'avoit coupé trois membres, je défendrois le quatrième ; aussi ne suis-je point soumis ; on peut m'assassiner, je le sais ; ce trait seroit digne de l'Assemblée ; mais je n'oublie pas que je suis un de leurs maîtres ; qu'ils ne sont que mes commis, des commis pervers, infidelles, qui peuvent m'égorger ; mais jamais me soumettre.

Réveillez-vous donc Noblesse, il est tems de vous montrer ; plus vous différerez, plus vos ennemis acquéreront de puissance, et vous serez partiellement détruits. Ne croyez point, vous dis-je, qu'il soit impossible de remettre l'Empire dans l'état où il doit-être ; il étoit bien plus difficile de faire la Révolution, qu'il ne le seroit de rétablir l'ordre. En effet, comment peut-on imaginer que dans un état policé, tel que le nôtre étoit, que quelques bandits auroient pû réussir à tout culbuter ? Je sais que depuis bien des années cette Révolution se prépare ; mais je sais aussi que le nombre des honnêtes gens est infiniment plus considérable que celui des

scélérats, et tous sont horriblement fatigués des troubles qui nous agitent. Par conséquent, bien loin de trouver des difficultés, tous s'empresseront à les applanir, sur-tout quand ils verront que vous ne travaillez que pour le bien, et que tous les abus resteront supprimés. Tout le monde est en souffrance, tout le monde fait des vœux pour voir renaître les beaux jours. Ainsi soit-il.

Le Comte ******

P. S. Enfin l'Assemblée nationale vient donc de porter ses derniers coups contre ce malheureux Empire, ébranlé depuis si long-tems, par tant de violentes secousses.

Elle vient de décréter douze cens millions d'Assignats, pour nous faire tous égorger et mourir de faim : car, peuple imbécile ne vous y trompez pas, vous n'aurez pas un écu, vous n'aurez plus de pain. En voulez-vous la preuve? Nous n'avions que pour quatre cens millions de ces indignes chiffons; ils ont perdu dès le premier jour qu'ils ont paru, huit pour cent, y compris les intérêts qu'on vous fait payer quand on vous les donne, et dont on ne vous tient nul compte quand vous les

donnés. L'Assemblée a même l'impudence de se féliciter sur ce qu'ils ne perdent pas d'avantage. Croyez-vous qu'actuellement que nous en sommes innondés, qu'ils ne perdront que huit pour cent. Ils perdront plus de cinquante d'ici à trois mois. Et peut-être seront-ils réduits à rien, N'avons-nous pas vu de nos jours les billets de banque, qui avoient une bien meilleure consistance, anéantis d'un trait de plume ?

Croyez-vous, de bonne foi, qu'un Fermier vous donne son blé pour des Assignats qui sont dans un si grand discrédit, qui y étoient même avant leur création ? Il ne vous en donnera pas ; ce sera donc les Agioteurs qui vous donneront quelques écus pour ce vilain papier ; mais c'est autant de frippons qui vous feront la loi ; vous en aurez très-peu de chose. Je ne serai point étonné quand vous mangeriez cet hiver votre pain à six sols la livre. Et vous direz que ce sont des Accapareurs, des Aristocrates qui vous rendent aussi malheureux. Eh ! c'est vous-mêmes qui vous précipitez dans cet affreux abîme, en protégeant cette infernale Assemblée, que les Aristocrates connoissent bien mieux que vous.

Enfin, les enragés qui vouloient faire passer ces Assignats, voyant qu'il y avoit de grands obstacles, ont quadruplé le nombre des brigands qu'ils ont ordinairement autour de leur salle, pour forcer ceux qui s'opposent à leurs infames projets; ils ont même appelé tous ceux du Palais-Royal; c'est ainsi que leur décret a passé? c'est ainsi qu'ils triomphent toujours, et la Nation ne veut point ouvrir les yeux, quand toutes les Provinces crient contre tant d'opérations désastreuses! Il faut, vous dis-je, renvoyer tous vos Députés, après en avoir fait pendre les plus scélérats.

Quel est leur objet, en créant tous ces Assignats? Le voici : maintenant qu'il n'y a plus d'argent au trésor royal, qu'ils ne peuvent plus y puiser, ils font du papier-monnoie. Ils en prendront jusqu'à satiété : ils en paieront les dettes qu'ils ont pû faire, et vendront les autres, n'importe à quel prix, tout sera bénéfice; c'est eux, qui même les feront baisser par la quantité qu'ils en mettront sur la place; et c'est pourquoi ils se félicitent de ce qu'ils ne perdent que huit pour cent. Peuples, si vous n'anéantissez pas cette exécrable Assemblée, vous méritez de mourir dans les fers.

J'espère que tous les honnêtes gens qui me liront, et qui m'approuveront, voudront bien m'aider à donner la plus grande publicité à cette brochure, la faisant parvenir dans Paris, au peuple; aux Milices Bourgeoises, dans les différentes garnisons; enfin dans les Terres et Villages. Malgré tout le zèle qui m'anime, je ne puis à moi seul faire tout, il faut nécessairement que je sois aidé.

Octobre 1790.

Errata.

Pag. 7 *ligne* 18 ouvrage, *lisez* outrage.
Page 27 *ligne* 1re connoît, *lisez* commet.
Page 49 *ligne* 3 j'approuve, *lisez* j'éprouve.
Page 78 *ligne* 14 affectant d'avoir trouvé, *lisez* affectant d'avoir le tout, a trouvé.